

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	2.000	4.000	1.100	2.100	Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 - Tél 21-37-18 - 21-61-08 - FAX (228) 21-61-07 - LOME Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	2.300	4.500	1.250	2.350	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					
Togo, France et autres pays d'expression française	150 frs				
Etranger : Port en sus					
Les numéros spéciaux	200 frs				

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL.: 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1993

9 déc. — Arrêté n° 317/MDN portant création d'une Section de Lutte Anti-Stupéfiants du Proxénétisme de la Gendarmerie Nationale..... 475

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA SECURITE

1993

Arrêtés portant absence irrégulière, rappel à l'activité, révision de situation administrative, réintégration..... 476

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

1993

Arrêté portant nomination..... 477

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêtés portant nominations..... 477

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1993

7 déc. — Arrêté n° 86/MEN-RS/ETHP portant création d'un comité de gestionnaires du projet "Programme de Renforcement Institutionnel en Matière Technologique en Afrique Francophone" (PRIMTAF)..... 478

20 déc. — Arrêté n° 90/MEN-RS/ETHP portant nomination du Coordonnateur du projet "Programme de Renforcement Institutionnel en Matière Technologique en Afrique Francophone" (PRIMTAF)..... 479

20 déc. — Arrêté n° 91/MEN-RS/ETHP portant nomination des membres du comité de gestionnaires du projet "Programme de Renforcement Institutionnel en Matière Technologique en Afrique Francophone" (PRIMTAF)..... 479

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1993

Arrêtés portant bonifications, exclusion, avancement automatique, admission à la retraite, titularisations, intégrations, situations administratives, nominations, rectification à un précédent arrêté portant détachement, arrêté rapporté..... 479

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

1993

Arrêté portant nomination..... 486

MINISTÈRE DU BIEN-ÊTRE SOCIAL ET DE LA SOLIDARITÉ
NATIONALE CHARGE DES DROITS DE L'HOMME

1993

Arrêtés portant nomination, création d'un comité..... 486

DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

1993

1^{er} déc. — Arrêté n° 127/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DENOO Akoli Komlan Adodo..... 487

1^{er} déc. — Arrêté n° 128/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. LAWSON Larey Mawlom..... 487

1^{er} déc. — Arrêté n° 129/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. MESSIKE Atamba..... 488

1^{er} déc. — Arrêté n° 130/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. SGBALA Abalo..... 488

1^{er} déc. — Arrêté n° 131/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. BATAMNAOULA Salma Katôma..... 488

1^{er} déc. — Arrêté n° 132/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ADAMO Kporssou..... 488

1^{er} déc. — Arrêté n° 133/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu BATOKA Kodjo Minansamati..... 489

1^{er} déc. — Arrêté n° 135/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu HATETE Adja..... 489

1^{er} déc. — Arrêté n° 136/MEF/CR portant concession de pension de retraite à M. ATTIWOTO Ayayi..... 489

1^{er} déc. — Arrêté n° 137/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfant allouée à M. EKOUE-TOTOU Anani..... 490

1^{er} déc. — Arrêté n° 139/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à M. TANKROU'KOU Mabériha..... 490

1^{er} déc. — Arrêté n° 140/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AMAH Komlan..... 491

7 déc. — Arrêté n° 142/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. BIRAMAH Baba-Toundé..... 491

7 déc. — Arrêté n° 143/MEF/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu SABA Kwami Maloé Kpégbadza..... 491

7 déc. — Arrêté n° 144/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. YOKA K. Mewésino..... 491

7 déc. — Arrêté n° 145/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu LAWSON-HILLU Latévi Médjiké..... 492

7 déc. — Arrêté n° 146/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AGBO Kossi Gbédégbégnon..... 492

7 déc. — Arrêté n° 150/MEF/CR modifiant l'arrêté n° 260/MEF/CR du 17 avril 1984 portant concession d'une pension de retraite à M. KPODAR Amouzou-Lou..... 492

7 déc. — Arrêté n° 151/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. KUEVIKOE Povi Dovi..... 492

7 déc. — Arrêté n° 152/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à M. TEKO-AGBO Mawounou..... 492

7 déc. — Arrêté n° 153/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu MASSASSABA Koffi..... 493

7 déc. — Arrêté n° 155/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. AKLASSIM Wénéga..... 493

7 déc. — Arrêté n° 156/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu MAIDOU Koffi..... 493

7 déc. — Arrêté n° 157/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ESSI Akuété..... 494

7 déc. — Arrêté n° 158/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu BADOUTCHIA Fyabo..... 494

7 déc. — Arrêté n° 159/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AGBO Kouassi..... 495

14 déc. — Arrêté n° 161/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. SOADJEDE Apénouon..... 495

14 déc. — Arrêté n° 162/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. AKOTO Koffi..... 495

14 déc. — Arrêté n° 163/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. ATADOUTIN Ayawovi..... 495

14 déc. — Arrêté n° 164/MEF/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de feu ALI Yindo..... 496

14 déc. — Arrêté n° 165/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu TADONA Babomah N'gah..... 496

14 déc. — Arrêté n° 166/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. NANGUT Atadé..... 496

14 déc. — Arrêté n° 167/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. FOLLY Dosseh..... 496

14 déc. — Arrêté n° 168/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. VOULI-FRITTI Koffi Agbenyiga..... 497

14 déc. — Arrêté n° 170/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DADJOSSIM Lankandé Bako..... 497

14 déc. — Arrêté n° 171/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ABENA Béréké..... 497

14 déc. — Arrêté n° 172/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DOSSOU Kpadénou..... 497

27 déc. — Arrêté n° 173/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. HEKANOU Kossi Gagnon..... 498

27 déc. — Arrêté n° 174/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. AHIANLEGBEYI Légha-Kokoé..... 498

27 déc. — Arrêté n° 175/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. PATADO Toi..... 498

27 déc. — Arrêté n° 176/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. EBEZOU Malpaou Aloegnim..... 499

27 déc. — Arrêté n° 177/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. KOUAGOU Osséta Moussaka..... 499

27 déc. — Arrêté n° 179/MEF/CR portant révision d'une pension de retraite à M. ALI Issaka René.....	499
27 déc. — Arrêté n° 180/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. AKU'ESON Kpakpo Biova.....	500
27 déc. — Arrêté n° 181/MEF/CR portant modification du taux de majoration pour enfants allouée à M. LAWSON Danku Laté.....	500
27 déc. — Arrêté n° 182/MEF/CR portant concession d'une pension au ayant-cause de feu BOSSOU Anatole Joseph.....	500
27 déc. — Arrêté n° 183/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KALAO Dao.....	508
27 déc. — Arrêté n° 184/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. FIKOU Tamatcho.....	508
27 déc. — Arrêté n° 185/MEF/CR accordant majoration pour enfants allouée à M. AFATE Nagbaré.....	508
27 déc. — Arrêté n° 186/MEF/CR modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. TCHISSI Tchaou.....	508
27 déc. — Arrêté n° 187/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ADAMOU Kario.....	509
27 déc. — Arrêté n° 188/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. ALOU Tétouyou.....	509

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

13 déc. — Décision n° 1858/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. KILIFING Koutob.....	500
13 déc. — Décision n° 1859/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. LAMBONI Djalwab.....	501
13 déc. — Décision n° 1860/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KATCHOM Akoloum.....	501
13 déc. — Décision n° 1861/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHÉY Signa Yoma.....	501
13 déc. — Décision n° 1862/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SOGOYOU Blèza.....	502
13 déc. — Décision n° 1863/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKPARE Koubatine.....	502
13 déc. — Décision n° 1864/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. POTCHOLI Konga.....	502
13 déc. — Décision n° 1865/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKOSSI Yaovi.....	503
13 déc. — Décision n° 1866/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à SOHOU N'GANI Abassi.....	503
13 déc. — Décision n° 1867/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHONDA Tchaou.....	503
13 déc. — Décision n° 1868/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NASSIKI Nouhou.....	504
13 déc. — Décision n° 1869/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. YOKOUYOU Botobekpezi.....	504

13 déc. — Décision n° 1870/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHAKPI Alou Bagoubadé.....	504
13 déc. — Décision n° 1871/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KABOUA Kossi.....	505
13 déc. — Décision n° 1872/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. LEMOU Pidènlèbini.....	505
13 déc. — Décision n° 1919/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DJISSENOU Komlan Messan.....	505
13 déc. — Décision n° 1920/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. FOUEBEME Mardja.....	505
13 déc. — Décision n° 1921/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KAMDE Kpatcha.....	506
13 déc. — Décision n° 1922/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NAIGLO-ADABRA Kodjo Assi.....	506
13 déc. — Décision n° 1923/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. FASSINOU Yao Vygnon.....	506
13 déc. — Décision n° 1924/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. GNASSINGBE Amah Toi.....	506
13 déc. — Décision n° 1925/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHAKPELE Ayoun Sonnon.....	507
13 déc. — Décision n° 1926/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NATABI Siaka.....	507
13 déc. — Décision n° 1927/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AILA Olabissi Kodjo.....	507
Décision portant approbation de rôles.....	509

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté n° 317/MDN du 9 décembre 1993 portant création d'une section de lutte anti-stupéfiants et du proxénétisme de la gendarmerie nationale.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

— Vu le décret n° 65-146 du 31 août 1965 portant réorganisation de la gendarmerie nationale (Fusio),

Vu la loi n° 63-7 du 17 juillet 1967 portant statut général du personnel de l'armée nationale togolaise.

Vu la constitution du 14 octobre 1992, notamment en son article 152.

ARRETE :

Article premier — Il est créé au sein de la gendarmerie nationale, une Section de Lutte Anti-Stupéfiants et du Proxénétisme (S. L. A. S. P.). Elle comprend deux antennes basées respectivement à Lomé et à Kara.

Art. 2 — La Section de Lutte Anti-Stupéfiants et du Proxénétisme a pour mission :

La prévention, la lutte contre la drogue, la toxicomanie, la répression du trafic et l'usage illicite des substances vénéneuses et le proxénétisme. Elle échange des informations avec les autres services de sécurité notamment avec la direction générale de la police nationale.

Art. 3 — Cette section qui est placée sous l'autorité du commandant de la gendarmerie nationale est commandée par un officier qui a rang de commandant de compagnie.

L'officier définit et soumet au commandement le mode d'action permettant de participer activement à la prévention des toxicomanies et au démantèlement des filières du trafic de drogue et du proxénétisme.

Art. 4 — La section de lutte anti-stupéfiants et du proxénétisme comprend deux (02) brigades :

**Brigade de Lutte Anti-Stupéfiants
et du Proxénétisme de Lomé**

Elle est compétente sur tout le territoire des unités des groupements de gendarmerie des Régions Maritimes et des Plateaux.

**Brigade de Lutte Anti-Stupéfiants
et du Proxénétisme de Kara**

Elle est compétente sur tout le territoire des unités des groupements de gendarmerie des Régions Centrales, de la Kara et des Savanes.

Art. 5 - Le commandant de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Togolaise. (J. O. R. T.)

**MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA SECURITE**

Absence irrégulière

Arrêté n° 161/MATS du 2/12/93 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n°s 989/MTFP du 3 juillet 1980, 0406/MTFP du 21 avril 1987, 165/MTFP du 07 mars 1990, constatant démission et portant révocation.

Est constatée à compter des dates suivantes : l'absence irrégulière des fonctionnaires de police ci-après désignés relevant du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité :

19 janvier 1979

— ANONENE Adjovi, gardien de la paix 2^e échelon

21 avril 1987

— TCHARE Bawa n° mle 014449-R, gardien de la paix 4^e échelon.

1^{er} octobre 1987

— YABI Kossiwa Aléma, n° mle 025211-V, gardien de la paix de 4^e échelon.

Pendant la durée de l'absence, les intéressés n'auront droit à aucun traitement.

Le directeur de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 162/MATS du 2/12/93 — Les fonctionnaires de police ci-après désignés dont l'absence irrégulière a été constatée par l'arrêté n° 161/MATS du 02 décembre 1993 sont rappelés à l'activité et mis à la disposition du ministère de l'administration territoriale et de la sécurité :

Il s'agit de :

— ANONENE Adjovi, gardien de la paix 2^e échelon

— TCHARE Bawa n° mle 014449-R, gardien de la paix 4^e échelon.

— YABI Kossiwa Aléma, n° mle 025211-V, gardien de la paix 4^e échelon

Le directeur de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Situation administrative

Arrêté n° 166/MATS du 13/12/93 — Mlle SAMARO Yawa, n° mle 016151-Z, gardien de la paix du cadre féminin qui a intégré le cadre interministériel et réintégré dans son corps d'origine par les arrêtés sus-visés, trouve sa situation administrative révisée de la façon suivante :

2 - 4 - 1980	—	gardien de la paix	3 ^e échelon	(ind. 430)
2 - 4 - 1982	—	"	4 ^e "	(ind. 470)
2 - 4 - 1984	—	"	5 ^e "	(ind. 510)
2 - 4 - 1986	—	"	6 ^e "	(ind. 550)
2 - 4 - 1988	—	"	7 ^e "	(ind. 590)
2 - 4 - 1990	—	"	8 ^e "	(ind. 630)
2 - 4 - 1992	—	"	9 ^e "	(ind. 670)

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du 2 septembre 1993, date de la reprise de service.

Réintégration

Arrêté n° 167/MATS du 13/12/93 — Mlle KOUFO Afi Logossi, gardien de la paix du cadre féminin dont l'absence irrégulière a été constatée et qui est rappelée à l'activité par les arrêtés n°s 1029 et 1100/MTFP, trouve sa situation administrative reprise et réajustée de la façon suivante :

Nom et prénoms	Ancienne situation	Absence irrégulière	Reprise service	Ancien cons.	Nouvelle situation adm.	Réaj. Ind.	Date prochain avancement
KOUFO Afi Logossi	GP 3 ^e échelon 2 - 4 - 80	1 - 7 - 81	2 - 9 - 93	1 a 2 m 29 j	GP 3 ^e échelon 1 - 7 - 81	Ind. 430	3 - 6 - 94

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution de ce présent arrêté.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION

Nomination

Arrêté n° 19/MAEC/CAB du 24/12/93 — Est et demeure rapportée la note de service n° 073/MAEC/SG/DAP du 9 mars 1990 portant affectation interne, en ce qui concerne M. GAFAH Kwami Ekpé.

M. TONAGA Akela-Esso, n° mle 034630-Q, secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon, est nommé chef du secrétariat central du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Nominations

Arrêté n° 12/MPAT/CAB du 7/12/93 — M. Edeh Aziadouvor, n° mle 010078-G, attaché d'administration de 2^e classe, 4^e échelon, en service à la direction de la statistique à Lomé est nommé chef de la division publication et documentation en remplacement de M. KOUDEYA Akakpo, admis à la retraite.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-21 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 13/MPAT/CAB du 7/12/93 — M. MEGBAYOWO Y. Folly, n° mle 026391-H, ingénieur des travaux statistiques de 2^e classe, 3^e échelon, en service à la direction de la statistique à Lomé est nommé chef de la division des enquêtes en remplacement de M. OURNA Tchambago appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-21 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 14/MPAT/CAB du 16/12/93 — M. NADJIR Palamangue, n° mle 032104-J, urbaniste de 2^e classe, 3^e échelon, est nommé directeur des affaires communes et du personnel au ministère du plan et de l'aménagement du territoire en remplacement de M. SIGNAN Ekpowou, admis à la retraite.

Le traitement de l'intéressé est imputable au chapitre 35-21 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 15/MPAT/CAB du 24/12/93 — M. AZIAGBE Koffi Agbenyo Elikplim, n° mle 012854-Y, ingénieur statisticien économiste principal 1^{er} échelon, est nommé directeur général adjoint du centre national d'études et de traitements informatiques (CENETI) en remplacement de M. LAWSON Agbodéka appelé à d'autres fonctions.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 16/MPAT/CAB du 24/12/93 — M. AOUDOU Abdou Karim Djibrila n° mle 014786-U, ingénieur statisticien en service au (CENETI), est nommé directeur des études du centre national d'études et de traitements informatiques.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 17/MPAT/CAB du 24/12/93 — M. BOUTOULI Abosesso n° mle 014100-E, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon en service au CENETI est nommé chef de la division personnel.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 18/MPAT/CAB du 24/12/93 — M. KOUÉVI Ayikoé n° mle 007508-W, analyste-programmeur, de 1^{re} classe 3^e échelon en service au CENETI est nommé chef de la division exploitation.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 19/MPAT/CAB du 24/12/93 — Mlle DOBOU Abra Enyonam n° mle 034638-G, analyste-programmeur, de 2^e classe 4^e échelon en service au CENETI est nommée chef de la division Système.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 20/MPAT/CAB du 24/12/93 — M. AKUESON Ata-Emoé, n° mle 007208-S, agent permanent de 5^e catégorie échelle C en service au CENETI est nommé chef de la division Comptabilité.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 21/MPAT/CAB du 24/12/93 — M. ANOUMOU Kodjo Kanlisso, n° mle 004749-F, opérateur mécanographe de classe exceptionnelle en service au CENETI est nommé chef de la division saisie.

Le traitement de l'intéressé reste imputable au chapitre 35-22 du budget général.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 086/MEN-RS/ETFP du 7/12/93 portant création d'un comité de gestionnaires du projet «Programme de Renforcement Institutionnel en Matière Technologique en Afrique Francophone» (PRIMTAF).

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE, CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Vu la Loi n° 92-001/PR du 27 août 1992 portant modification de l'acte portant organisation des pouvoirs pendant la période de transition.

Vu l'Ordonnance n° 16 du 06 mai 1975 portant réforme de l'enseignement au Togo.

Vu le Décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel.

Vu le Décret n° 93-002/PR du 12 février 1993 portant composition du gouvernement.

Vu les nécessités de service.

ARRETE :

Article premier — Il est créé auprès du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, un comité de gestionnaires du projet "Programme de Renforcement Institutionnel en Matière Technologique en Afrique Francophone" (PRIMTAF).

Art. 2 — Le comité de gestionnaires du projet "PRIMTAF" a pour attributions :

- de faciliter le flux de l'information et de l'échange de vues sur les activités liés au projet ;
- de planifier, d'évaluer et de promouvoir les activités du projet ;
- d'identifier les personnes ressources en conception ainsi que les formateurs et les bénéficiaires de la formation assurée dans le cadre du projet ;
- de contribuer à assurer la pérennité du projet.

Art. 3 — Sont membres du comité de gestionnaires :

- un représentant du cabinet du ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique ;

- un représentant du cabinet du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- un représentant du ministère de la Santé et de la Population ;
- le coordonnateur du projet ;
- le directeur des projets-éducation
- quatre (4) représentants des directions d'enseignement (enseignement général) ;
- trois (3) représentants de la direction de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- un représentant de la direction générale de la planification de l'éducation.

Art. 4 — Le représentant du cabinet du ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle préside le comité de gestionnaires.

Art. 5 — Le coordonnateur assure le secrétariat et l'organisation des travaux du comité.

Art. 6 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de signature sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 07 décembre 1993

Stanislas Bamouni BABA

Nominations

Arrêté n° 90/MEN-RS/ETFP du 20/12/93 — M. GBATTI Komlan, professeur de classe exceptionnelle, conseiller technique au ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique est nommé coordinateur du projet "programme de renforcement institutionnel en matière technologique en Afrique francophone" (FRIMTAF).

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 91/MEN-RS/ETFP du 20/12/93 — Sont nommés membres du comité de gestionnaires du projet "FRIMTAF", les personnes dont les noms suivent :

Président :

- M. BATABA Koutakou, conseiller technique au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Membres :

- MM. GBATTI Komlan, conseiller technique au ministère de l'Education nationale et de la Recherche scientifique, coordonnateur du projet ;
- KOMLANVI Yao, directeur des projets-éducation.

- DIABO Edoh Kokou, directeur de l'enseignement du troisième degré ;
- LIBIBE Nambath, directeur de l'enseignement du deuxième degré ;
- KAMBIA Kadja, directeur adjoint de l'enseignement du premier degré
- KARIMU Abu-Bakaré, directeur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- KPEGLO Kouami, directeur central de la planification de l'éducation ;
- DJABIE Kantam, chargé de la planification, direction des études, de la recherche et de la planification, au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ;
- Dr AFFLAGAH Komlan, directeur des soins de santé primaire au ministère de la Santé et de la population ;

Mmes — DAMBA Assibi épouse NAPOE
— LAWSON-HELLU Latré épouse KATO

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Bonification

Arrêté n° 779/METFP du 2/12/93 — M. KOMLAGAN Atayi, n° mle 028722-C, médecin en chef 3^e échelon (catégorie A1 - indice 2200) du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, titulaire du diplôme de maîtrise en santé publique de l'université nationale du Bénin à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de onze (11) mois un (1) jour au Bénin, est promu au grade de médecin inspecteur 1^{er} échelon (indice 2350) à compter du 23 septembre 1991, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 15 septembre 1990, date du dernier avancement automatique d'échelon.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 2500) à compter du 15 septembre 1992.

Arrêté n° 780/METFP du 2/12/93 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne Mlle DOSSOUVI Adjoavi-Sika, n° mle 007714-L, les arrêtés n° 409/MTFP du 10 mars 1984, 932/MTFP du 22 mai 1985, 1537/MTFP du 11 octobre 1985, 00246 / MTFP du 2 mars 1987, 00934 / MTFP du 29 novembre 1989, 00176/MTFP du 20 février 1991, portant intégration et avancement automatique d'échelons et promotion.

Une bonification d'ancienneté de quatre ans cinq mois vingt neuf jours (4a 5m 29j) est accordée à Mlle DOSSOUVI Adjoavi-Sika, n° mle 007714-L institutrice-adjointe de 2^e classe 2^e échelon (cat C - ind. 800) pour ses services antérieurs accomplis du 1^{er} octobre 1962 au 30 juin 1969 inclus en qualité d'institutrice-adjointe auxiliaire au Niger en application des dispositions de l'article 31 nouveau du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est révisée comme suit :

- 01-01-81 — institutrice-adjointe de 2^e clas. 2^e éch. + AC :
4 a 5 m 29 j
- 01-01-81 — institutrice-adjointe de 2^e clas. 3^e éch. + AC :
2 a 5 m 29 j
- 01-01-81 — institutrice-adjointe de 1^{re} clas. 1^{er} éch. + AC :
5 m 29 j
- 02-07-82 — institutrice-adjointe de 1^{re} clas. 2^e éch. + AC :
néant

Mlle DOSSOUVI Adjoavi-Sika, n° mle 007714-L, institutrice-adjointe de 1^{re} classe 2^e échelon (cat C - ind 950) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admise au certificat d'aptitude pédagogique (CAP), session des 19 et 20 octobre 1995, est intégrée dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'institutrice de 2^e classe 3^e échelon (cat B indice 950) à compter du 1^{er} janvier 1984 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 02 juillet 1992, date du dernier avancement automatique d'échelons.

Mlle DOSSOUVI est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 02-07-84 — institutrice de 2^e classe 4^e échelon
- 02-07-86 — institutrice de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 02-07-88 — institutrice de 1^{re} classe 2^e échelon
- 02-07-90 — institutrice de 1^{re} classe 3^e échelon
- 02-07-92 — institutrice principal 1^{er} échelon (indice 1450).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 785/METFP du 6/12/93 — M. AHLIDZA Komi Agbelengo, n° mle 027953-T, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 3^e échelon (cat A1 - ind. 2200) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du "Master of Science", (option gestion sol) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de trois (3) ans aux Etats-Unis d'Amérique, est promu au grade d'ingénieur d'agriculture principal 1^{er} échelon (indice 2350) à compter du 27 juin 1992, date de son retour de stage.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 07 avril 1992, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

Arrêté n° 799/METFP du 8/12/93 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. AGBODJAN PRINCE Labité Eyram, n° mle 020819-V, les arrêtés n° 1322/MTFP du 6 septembre 1983, accordant bonification d'échelon, 00502/MTFP du 19 février 1985, 00588/MTFP du 25 juin 1987, 00982/MTFP du 20 décembre 1990 et 00509/MTFP du 13 mai 1992, portant avancement automatique d'échelons.

M. AGBODJAN PRINCE Labité Eyram, n° mle 020819-V, ingénieur agro-économiste de 2^e classe 4^e échelon (cat A1 - ind. 1750) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du "master of science" en économie agricole de l'Université de West Virginia à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans aux Etats-Unis d'Amérique, est promu au grade d'ingénieur agro-économiste de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1900) à compter du 19 janvier 1983, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 35 chapitre 15 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 19 janvier 1981, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressé.

La situation administrative de M. AGBODJAN PRINCE est reprise comme suit :

- 19-01-83 — ingénieur agro-économiste de 1^{re} clas. 2^e éch.
- 19-01-85 — ingénieur agro-économiste de 1^{re} clas. 3^e éch.
- 19-01-86 — ingénieur agro-économiste de 1^{re} clas. 3^e éch.
recalé
- 19-01-88 — ingénieur agro-économiste principal 1^{er} éch.
- 19-01-90 — ingénieur agro-économiste principal 2^e éch.
- 19-01-92 — ingénieur agro-économiste principal 3^e éch.
(indice 2650)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 15 septembre 1992.

Exclusion

Arrêté n° 781/METFP du 2/12/93 — Il est prononcé, par le présent, à l'encontre de MM. MENSAH Kodjo Adika et SODOLI Kossi, tous deux élèves en 1^{re} année du cycle I de l'école nationale d'administration (ENA), une exclusion pour fraude à l'examen de décembre 1993.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Avancement automatique

Arrêté n° 783/METFP du 6/12/93 — M. AMEGAN Tossou Comlan, n° mle 003312-A, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 800) à compter du 1^{er} août 1993.

Arrêté rapporté

Arrêté n° 784/METFP du 6/12/93 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. YORMENCO Kwashie, n° mle 019133-X, professeur des CEG 3^e classe 3^e échelon, l'arrêté n° 506/METFP du 06 octobre 1993 portant suspension de fonctions.

Admission à la retraite

Arrêté n° 790/METFP du 7/12/93 — M. ABOKI Comlan, n° mle 009112-J, professeur d'enseignement supérieur de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à la FASEG de l'Université du Bénin à Lomé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 30 novembre 1993 en application des dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 804/METFP du 10/11/93 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères qui ont accompli trente (30) ans de services effectifs sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1994. *

Ministère de la Santé et de la population

- OURO-DJOW Fousséni Tchabi, n° mle 003699-D, attaché d'administration principal 2^e échelon
- AKALO Afiwa O. Lekole épouse FREITAS, n° mle 003585-B assistant médical de C. E.
- SADJO-HETSU K. Xonam, n° mle 003700-N, infirmier d'Etat principal 3^e échelon
- AMEDEGNATO Ayewanou, n° mle 003677-X, infirmier d'Etat principal 2^e échelon

- AGBO Tsoke Kokuvi, n° mle 003672-A, infirmier d'Etat principal 2^e échelon
- HOTOWOSSI Kossi, n° mle 003687-H, infirmier d'Etat principal 1^{er} échelon
- MAWUSSI Kodzo Séname, n° mle 003694-Q, infirmier d'Etat principal 2^e échelon
- TCHANGAI Toyi, n° mle 003703-R, infirmier d'Etat de C. E.
- ADEKPUI Agora Blim, n° mle 003670-Q, infirmier d'Etat principal 3^e échelon
- DEKU Kodzo Nuga, n° mle 003686-Y, infirmier d'Etat principal 3^e échelon
- NOVIVO Edoh Homefa, n° mle 003698-U, infirmier d'Etat principal 3^e échelon
- LAWSON A. Mago épse AMAVI, n° mle 003716-W, sage-femme de C. E.
- ALOVOR Komla Mawuena, n° mle 003799-R, infirmier de C. E.
- N'DA M'Po N'Knon, n° mle 003174-G, aide sanitaire principal de C. E.
- NIGUITA OURA Djohba, n° mle 003697-K, technicien supérieur de santé 1^{re} classe 3^e échelon
- AHOYE Ahlonko Yaovi Ame, n° mle 003675-D, infirmier d'Etat principal 1^{er} échelon
- ADJIWANOU Amou, n° mle 003610-L, infirmier d'Etat principal 3^e échelon
- AGBOBLY-ATAYI Kayi Essenam épse JOHNSON, n° mle 003673-K, infirmière d'Etat de C. E.

Ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat

- NDASSIM Samah Abidji, n° mle 003704-S, assistant médical 1^{re} classe 3^e échelon
- GBEMOU Komla, n° mle 003443-V, adjoint administratif de C. E.

Ministère de l'Economie et des Finances

- MENSAH Akouété Ekovi, n° mle 003561-B, inspecteur des impôts principal 1^{er} échelon.

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

- KPAZOU Egoulia, n° mle 004969-K, insp. cent. trésor 2^e classe 3^e échelon

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

- ATSOU Ainin Agbo Locoh, n° mle 003589-P, inst. adjt de C. E.
- ZOBINO Tonyeviadi, n° mle 002774-Y, officier de police adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon

Ministère du Développement Rural

- AKAKPO Kangni Mawule, n° mle 003636-E, ing. travaux eaux et forêts de C. E.

Ministère de l'Education Nationale et de Recherche Scientifique

- ADODJISSIH-BENISSAN Akuété Akpaka, n° mle 003525-F, attaché d'action ppal 1^{er} échelon

Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire

- VIEGNINOÛ-AGBENYO Kodzo Beni, n° mle 003009-B, technicien supérieur de développement ppal 2^e échelon

Ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs

- AKPABIE-AKUE Moevi, n° mle 003533-X, insp. jeun. sports de C. E.
- SITTI Ayité Chale, n° mle 003087-H, conseiller sportif 1^{re} classe 1^{er} échelon
- AWATE N'Ga, n° mle 003625-K, adjt aditif principal 2^e échelon
- AFIDEMANYO Efa A. Wolanya, épse DANTEY, n° mle 013452-E, institutrice-adjointe de 2^e classe 1^{er} échelon

Ministère de l'Equipeement et des Mines

- AFOBOU Kouakou, n° mle 008706-C, agent spécialisé P. T. T. cond. chan. classe exceptionnelle
- BISSE Kpatcha Essotina, n° mle 003643-M, proposé des P. T. T. de C. E.
- KPEDZI Kossi Abotsi, n° mle 002957-X, préposé des P. T. T. de C. E.

Ministère du Commerce et des Transports

- BONFOH Alassani Zafarou, n° mle 003685-P, attaché d'administration ppal 1^{er} échelon

Ministère de l'Environnement et du Tourisme

- TANGHANWAYE-N'MO Napo, n° mle 003302-Y, ing. trav. eaux et forêts ppal 1^{er} échelon
- KEGLOH Kodjovi Gudabla, n° mle 003257-T, adjt techn. agro ppal 3^e éch.

Arrêté n° 805METFP du 10/12/93 — Les fonctionnaires ci-après désignés relevant des différents ministères sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1994 pour limite d'âge.

Ministère du Bien-Etre Sociale et de la Solidarité Nationale

- AGBODJAN Doelevi, épse TOULAN, n° mle 004379-V, adjt aditif ppal 2^e échelon
- KOKOU Fankode, n° mle 003982-Q, adjt aditif ppal 2^e échelon
- SEGBEAYA Dossey Azianklomadze, n° mle 006458-U, agt. promo/animation sociale 2^e cl. 4^e échelon

Ministère de l'Equipeement et des Mines

- SOKPOLIE Kodjo, n° mle 009787-M, contremaître T. P. ppal de C. E.
- DAKU Koku Senyo, n° mle 019806-G, ing. trav. télécommunication en chef 2^e échelon
- MANZI Nika, n° mle 009899-V agt spécialisé PTT cond. chan 3^e échelon.
- KPONTON Koffi Ahlonko, n° mle 003735-H, agt spécialisé PTT cond. chan. CE.
- SOUSSOUAHOU Kossi K. Annah-Bazah, n° mle 009905-T, préposé des PTT ppal 3^e échelon
- KAVEGE Komi Apeamelagnon, n° mle 009929-T, préposé des PTT ppal 3^e échelon

Ministère du Développement Rural

- OHIN Kuanvi Ata, n° mle 006963-D, ing. agriculture de CE.
- TCHINDE Hessou Esono, n° mle 006549-F, ing. agricul. de CE.
- BATCHASSI Esono, n° mle 006682-L, ing. agricul. de CE.
- ADOTEVI-AKUE Adovi Senouwogbé, n° mle 007067-V, adjt aditif. de 2^e cl. 4^e échelon
- ANIPAH Komlavi, n° mle 003831-H, adjt techn. élevage de CE.

Ministère de l'Economie et des Finances

- TSOWOU Abalo, n° mle 008182-Q, inspecteur cent. trésor, 1^{re} cl. 3^e échelon.
- SATCHIVI D. K. Mawulekumi, n° mle 010206-G, inspecteur cent. trésor 2^e classe 1^{er} échelon
- AGBLEMAGNON Komlan, n° mle 009852-E, agt recouvrement-trésor ppal 2^e échelon
- AMADOU Mériqah Souradjou, n° mle 006988-N, préposé des douanes brig. chef 3^e échelon.

Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

- ADJEODAH Sedjroh-Edoh Onuh, n° mle 014060-W, adteur en chef 3^e échelon
- AMEVIGBE Kossi Blewussi, n° mle 005208-A, commis d'adt. de CE.

- MIDEKOR Koffi Adon, n° mle 007569-B, préposé douanes brig. chef 3^e échelon.
- AHYI Kafui, n° mle 025385-T, tech. de laboratoire 1^{re} classe 3^e échelon.

Ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat

- FADJARA Mawanou Baba, n° mle 035913-B, inspecteur douanes ppal 3^e échelon
- KOKUVI Kwami, n° mle 006894-G, inspecteur impôts C.E.
- AYEVA Nassirou, n° mle 005200-J, ing. ppal T.P. en chef CE

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité

- KINHOLE Viwoassi Lenovissi, n° mle 003804-E, attaché d'adt. CE.
- MESSAN-HOUEDANA Dosse Ekpe, n° mle 006042-C, secrétaire d'adion. CE.

Ministère de la Santé et de la Population

- GAITOU Melome, n° mle 009354-C, infirmier d'Etat CE.
- KUWONU Akuvi-Amemelio, épse. AWUTE, n° mle 003899-V, sage-femme CE.

Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire

- DZAH Komi Mawulikplimi, n° mle 019130-U, adteur en chef 2^e échelon

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

- BELEYI Pouta, n° mle 006089-T ambassadeur CE.

Titularisations

Arrêté n° 792/METFP du 7/12/93 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. ABUI Agbatchia Kwaku n° mle 011654-Y et ATRI Dzidzovi n° mle 004921-K l'arrêté n° 927/METFP du 28 octobre 1991 portant titularisation.

M. ABUI Agbatchia Kwaku n° mle 01654-Y et ATRI Koffi Dzidzovi n° mle 004921-K techniciens en prospection géochimique de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B - indice 750) qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur grade à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un (1) an.

1^{er} mai 1986 : ATRI Koffi Dzidzovi n° mle 004921-K

9 mai 1987 : ABUI Agbatchia n° mle 011654-Y.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade à compter des dates suivantes : AC néant.

ATRI Koffi Dzidzovi n° mle 004921-K

- 1-05-87 — technicien en prospection géochimique de 2^e classe 2^e échelon
- 1-05-89 — technicien en prospection géochimique de 2^e classe 3^e échelon
- 1-05-91 — technicien en prospection géochimique 2^e classe 4^e échelon (indice 1050)

ABUI Kwaku Agbatchia n° mle 011654-Y

- 09 - 05 - 88 — technicien en prospection géochimique de 2^e classe 2^e échelon
- 09 - 05 - 90 — technicien en prospection géochimique de 2^e classe 3^e échelon
- 09 - 05 - 92 — technicien en prospection géochimique de 2^e classe 4^e échelon

Arrêté n° 810/METFP du 10/12/93 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires du trésor, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

inspecteur central du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon (cat A1 - ind. 1300)

- 03-06-92 — DAKLA Komla Agbéko, n° mle 036949-P

inspecteur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon (cat A1 - ind. 1100)

- 03-06-92 — HOUNOGBEY Dévi, n° mle 036950-Y
- 15-01-93 — ROLLAND Kodjo Adémouyiwa, n° mle 037589-X
- 15-01-93 — AROUNA Raouf Touré, n° mle 037588-N

contrôleur du trésor de 2^e cl. 1^{er} éch. (cat. B - ind. 750)

- 15-01-93 — APEZOUKE Komi, n° mle 037587-D.

Arrêté n° 820/METFP du 15/12/93 — M. ATIAMOR Kokou Mawuko, n° mle 035736-A, comptable de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 1^{er} août 1990 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs comme suit :

01-08-91 — comptable de 2^e classe 2^e échelon (indice 850 AC épuisée)

01-08-93 — comptable de 2^e classe 3^e échelon (indice 950).

Arrêté n° 821/METFP du 15/12/93 — M. KPANDIKA Tritokna, n° mle 036619-M, ingénieur-adjoint de génie rural de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 8 avril 1992. et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade (indice 850) à compter du 8 avril 1993 (AC : épuisée).

Intégrations

Arrêté n° 796/METFP du 7/12/93 — M. AKAKPO Yaovi Aholou, n° mle 012652-N, assistant de production de 1^{re} classe 3^e échelon (cat. C - ind. 850) du cadre des fonctionnaires de la radiodiffusion, titulaire du diplôme du Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (Burkina-Faso) option : programme - niveau 2, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'animateur de chaîne de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat A2 - indice 1100) à compter du 03 août 1992, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 31 chapitre 22 du budget général).

Pendant la durée de son stage M. AKAKPO est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 10 septembre 1992.

Arrêté n° 797/METFP du 8/12/93 — Mme AMENYAH Ayaba Massan épouse KLAGBA-KUADJOVI, n° mle 034269-F, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon (cat A2 - ind. 1400) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du diplôme d'études supérieures d'assurances à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de 21 mois à l'institut international des assurances de Yaoundé (CAMEROUN), est intégrée dans la catégorie A1 en qualité d'administrateur des assurances de 2^e échelon (indice 1450) à compter du 13 juillet 1992, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 29 du budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 2 septembre 1991, date du dernier avancement automatique d'échelon de l'intéressée dans son ancien corps.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 15 octobre 1992.

Arrêté n° 815/METFP du 13/12/93 — M. ADELA Aku Dovi, n° mle 013963-M, agent technique de 1^{re} classe 3^e échelon (cat. C - ind. 850) du cadre des fonctionnaires de la radio-diffusion, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle I, option : finances et trésor, promotion 1989-1992, est intégré dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité de contrôleur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B - indice 750) à compter du 1^{er} septembre 1992, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 31 chapitre 24 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. ADELA Aku Dovi est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 850 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 823/METFP du 15/12/93 — M. AGBLE Kokou, n° mle 012975-H, instituteur principal 2^e échelon (cat. B - ind. 1550) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle II (option : finance et trésor - promotion : 1989 - 1992), est intégré dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité d'inspecteur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat A2 - indice 1100) à compter du 11 août 1992, date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 27 chapitre 37 du budget général).

Pendant la durée de son stage, M. AGBLE Kokou est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'intéressé continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1550 qu'il a atteint dans le corps des instituteurs.

Arrêté n° 822/METFP du 15/12/93 — Mlle MAGNAN Atéfémbo, n° mle 035905-K, professeur des CEG de 3^e classe 2^e échelon (cat A2 - ind 1200) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de l'école normale supérieure d'enseignement technique et professionnel de l'Université CHEIKH Anta Diop - Dakar (SENEGAL) option : techniques administratives à l'issue d'une mise en position de stage d'une durée de deux (2) ans, est intégrée dans la catégorie A1 en qualité de professeur d'enseignement technique de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1300) à compter du 27 juillet 1991, date de retour de stage de l'intéressée et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (budget autonome de l'Université du Bénin).

Pendant la durée de son stage, l'intéressée est soumise aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 09 avril 1992.

Arrêté n° 819/METFP du 15/12/93 — La situation administrative de M. MIPAM Tchahpreman, n° mle 028413-U est régularisée comme suit :

Catégorie A2

15-08-90 — professeur adjoint d'éducation physique et sportive de 2^e classe 2^e échelon (indice 1600)

Catégorie A1

11-09-92 — administrateur civil 4^e échelon (indice 1750) + AC : 26 jour.

La date du prochain avancement de grade de l'intéressé est fixée au 15 août 1994.

Nominations

Arrêté n° 798/METFP du 8/12/93 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne M. DOSSOU Fortuné, les arrêtés n°s 238/MFP du 19 juillet 1967 et 45/MFP du 10 janvier 1973 portant intégration.

M. DOSSOU Djidjilévo-Vilévo, n° mle 002522-U, agent permanent hors catégorie, titulaire du diplôme de cadre technique de développement (IPD) de Douala (Caméroun), admis en équivalence du brevet de technicien supérieur (BTS) à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de deux (2) ans, est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1100) à compter du 19 juillet 1967 et conserve son affectation actuelle (section 21 chapitre 28 du budget général).

M. DOSSOU Djidjilévo-Vilévo, n° mle 002522-U, technicien supérieur de développement de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 19 juillet 1968 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

19.07.69 — technicien supérieur de développement de 2^e classe 2^e échelon (indice 1200).

M. DOSSOU Djidjilévo-Vilévo, n° mle 002522-U, technicien supérieur de développement de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A2 indice 1200) titulaire du diplôme en développement économique et planification à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de neuf mois à l'Institut africain de déve-

loppement économique et de planification de Dakar (Sénégal), est intégré dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur agro-économiste de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 indice 1300) à compter du 15 juillet 1970 date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 21 chapitre 28 du budget général).

M. DOSSOU Djidjilévo-Vilévo, n° mle 002522-U, ingénieur agro-économiste de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi à compter du 15 juillet 1971 et conserve une ancienneté d'un an.

La situation administrative de l'intéressé est révisée comme suit :

15-7-72 — ingénieur agro-économiste de 2^e classe 2^e échelon
15-7-74 — ingénieur agro-économiste de 2^e classe 3^e échelon
15-7-76 — ingénieur agro-économiste de 2^e classe 4^e échelon
15-7-78 — ingénieur agro-économiste de 1^{re} classe 1^{er} échelon
15-7-80 — ingénieur agro-économiste de 1^{re} classe 2^e échelon
15-7-82 — ingénieur agro-économiste de 1^{re} classe 3^e échelon
15-7-84 — ingénieur agro-économiste principal 1^{er} échelon
15-7-86 — ingénieur agro-économiste principal 2^e échelon
15-7-88 — ingénieur agro-économiste principal 3^e échelon
15-7-90 — ingénieur agro-économiste de classe exceptionnelle (indice 2800).

Arrêté n° 813/METFP du 10/12/93 — Mme ADESSINAH Adekpaté Modukpe, épouse de SOUZA, n° mle 037278-G, dactylographe permanente 5^e catégorie échelle C, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option : employé de banque, est nommée dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité de contrôleur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B - indice 750) à compter du 7 octobre 1992 et conserve son affectation actuelle (section 21, chapitre 20 du budget général).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 5 juillet 1993.

Arrêté n° 818/METFP du 15/12/93 — M. BILA Youwawa n° mle 019472-S, employé de bureau permanent 5^e catégorie hors échelle, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni plus de cinq (5) ans d'ancienneté dans l'administration générale, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C - indice 550) à compter du 1^{er} juillet 1986 et conserve son affectation actuelle (section 23, chapitre 20 du budget général).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade aux dates suivantes :

- 1-7-1988 — adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
- 1-7-1990 — adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon
- 1-7-1992 — adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon (indice 700)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 12 juillet 1991.

Arrêté n° 824/METFP du 15/12/93 — Est et demeurent rapporté en ce qui concerne Mlle TCHITOU Tchéfiatou, n° mle 036752-S, l'arrêté n° 478/METFP du 25 juin 1991, portant nomination.

Mlle TCHITOU Tchéfiatou, épouse KARIM, n° mle 036752-S, titulaire du certificat de fin d'études normales des institutrices de jardins d'enfant, (CFEN-IJE), promotion 1980 - 1983, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (cat B - indice 750) à compter du 29 septembre 1983 et mise à la disposition du Ministre de l'Education nationale et de la Recherche Scientifique (section 27 chapitre 20 du budget général).

Mlle TCHITOU Tchéfiatou, épouse KARIM, n° mle 036752-S, admise au certificat d'aptitude pédagogique (CAP-CFEN-ENI-IJE), session des 19 et 20 octobre 1983, (premier degré) est titularisée dans son grade à compter du 1^{er} janvier 1984 et conserve une ancienneté de 3 mois 2 jours.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 29-09-85 — institutrice de 2^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 29-09-87 — institutrice de 2^e classe 3^e échelon
- 29-09-89 — institutrice de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050)

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 4 juin 1992.

Rectificatif

Rectificatif du 12/10/93 à l'arrêté n° 100/METFP du 16 juin 1993 maintenant un fonctionnaire dans la position de détachement

au lieu de :

M. ATANA Adjussi Pawoubadi, n° mle 011897-T, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique d'Agbang (préfecture de la Kozah), placé dans la position de détachement suivant arrêté n° 253/METFP du 11 mars 1992 pour servir auprès de la Délégation Régionale du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) à Lomé, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période d'un an, valable du 1^{er} mars 1993 au 28 février 1994 inclus.

Lire :

M. ATANA Adjussi Pawoubadi, n° mle 011897-T, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique d'Agbang (préfecture de la Kozah), placé dans la position de détachement suivant arrêté n° 253/METFP du 11 mars 1992 pour servir auprès de la Délégation Régionale du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) à Lomé, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période de (10 mois, valable du 1^{er} mars 1993 au 31 décembre 1993 inclus.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

Nomination

Arrêté n° 74/MCC du 9/11/93 : — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 040/MCC du 28 avril 1993 portant nomination d'attaché de cabinet, chargé de la Presse.

M. Olabi Iré da CRUZ, rédacteur en chef de 1^{re} classe 3^e échelon, n° mle 024566-Y, est nommé chef de la Section des Affaires communes et de la coordination à la direction générale de la communication.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DU BIEN-ETRE SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE CHARGE DES DROITS DE L'HOMME

Nomination

Arrêté n° 15/MBESSN/DH du 2/12/93 — Mme AYEVA Aminata épse TRAORE, assistance sociale principale 2^e échelon, ancienne attachée de cabinet de retour de stage à l'université du Québec à Montréal, est nommée conseiller technique du ministre du bien-être social et de la solidarité nationale.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Création

Arrêté n° 16/MBES/SN du 7/12/93 portant création du comité national de protection et de promotion de l'enfant.

LE MINISTERE DU BIEN-ETRE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992

Vu la Loi n° 90-67 du 7 mai 1990 autorisant la ratification de la convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 20 novembre 1989.

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel.

Vu le décret n° 93-002/PR du 12 février 1993 portant formation du gouvernement de crise.

ARRETE :

Article premier — Il est créé, dans le cadre de l'application de la convention des droits de l'enfant, un comité national de protection et de promotion de l'enfance.

Art. 2 — Ce comité qui relève du ministère du bien-être social et de la solidarité nationale, est composé des représentants des ministères techniques, d'associations, des ligues et d'organisations non gouvernementales impliqués dans les actions de protection et de promotion de l'enfance.

Art. 3 — Le comité national de protection et de promotion de l'enfance est chargé de :

- d'informer et de sensibiliser les citoyens en matière des droits de l'enfant
- de défendre les droits des enfants lorsqu'ils sont menacés.
- d'élaborer un plan d'actions en faveur de l'enfance au plan social et juridique.
- d'assurer le suivi des recommandations du sommet mondial pour les enfants.

Art. 4 — Le comité peut, dans l'exercice de ses compétences, faire appel au concours de toutes personnes physiques ou morales jugées nécessaires.

Art. 5 — Les travaux du comité sont adressés au gouvernement pour appréciation et décisions à prendre.

Art. 6 — Le comité élit son bureau et organise le déroulement des travaux suivant un règlement intérieur préalablement établi.

Art. 7 — Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de sa signature sera publié au *Journal Officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 7 décembre 1993,

Régine Wéré PALOUKI-GAZARO.

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 127/MEF/RC du 1/12/93 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 60 %) au montant annuel de TROIS

CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE (374 484) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DENOO Akoli Komlan Adodo, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 750), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DENOO Akoli Komlan Adodo pour compter du 1^{er} avril 1991 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Ayawo, né le 10 août 1967

Eyi, née le 14 mars 1971

Yetsa, née le 14 mars 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TRENTE SEPT MILLE QUATRE CENT QUARANTE HUIT (37 448) Francs pour compter du 1^{er} avril 1991.

M. DENOO Akoli Komlan Adodo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1990 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 4^e rang) ci-après désignés :

Eyi, née le 14 mars 1971

Yetsa, née le 14 mars 1971

Edo, né le 28 août 1975.

Par application des dispositions de l'article 3, paragraphe 4, les retenues restantes dues par M. DENOO Akoli Komlan Adodo seront précomptées sur les arrérages à couvrir de la présente pension.

Arrêté n° 128/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Une pension civile proportionnelle (pourcentage 24 %) au montant annuel de CENT QUARANTE DEUX MILLE SIX CENT SOIXANTE (142 660) Franc pour compter du 11 mars 1987 et de CENT QUARANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DOUZE (149 792) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LAWSON Lartey Mawulom, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 750), admis à la retraite pour invalidité.

M. LAWSON Lartey Mawulom pourra prétendre, pour compter du 11 mars 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Latévi Segnon, né en 1972

Nadou Mawuli, née le 20 octobre 1982

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe 4 de la Loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues dues par M. LAWSON Larthey Mawulom au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 129/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la Loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. MESSIKE Atamba, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 0999 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale CENT QUATRE VINGT ET UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE DEUX (181 752) Francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Sohoum, né le 29 juin 1975
Anawoulou, né le 27 septembre 1975
Warapissou, né le 27 septembre 1975
Alidim, née le 16 mai 1976.

Ce taux est porté à 20 % de sa pension principale pour compter du 1^{er} décembre 1992 au titre de son 5^e enfant Nagnon, né le 5 novembre 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE TROIS (27 263) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992 et à TRENTE SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE UN (36 351) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6 de la Loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. MESSIKE Atamba ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-dessus désignés pour compter du 1^{er} septembre 1992 et au titre de son 5^e enfant Nagnon né le 5 novembre 1976 pour compter du 1^{er} décembre 1992.

Arrêté n° 130/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la Loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. SGBALA Abalo, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 0746 du corps du personnel du centre nationale d'instruction une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale CENT QUATRE VINGT ET UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE DEUX (181 752) Francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Mazalo, née le 18 août 1973
Eyawéle, né le 24 août 1973
Atéboudola, né le 23 juillet 1974
Atinadi, né le 10 août 1974
Piyalo, née le 8 mai 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à TRENTE SIX MILLE TROIS CENT CINQUANTE UN (36 351) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 6 de la Loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. SGBALA Abalo ne pourra plus bénéficier des allocations familiales pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de ses enfants ci-dessus désignés.

Arrêté n° 131/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la Loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. BATAMNAOULA Salma Katôma, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0486 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale DEUX CENT QUARANTE HUIT MILLE HUIT CENT VINGT QUATRE (248 824) Francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Bawéna Bitoudiga, née le 14 septembre 1973
Batadjoubéna, né le 18 décembre 1973
Alouzounda, née le 18 décembre 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT TROIS (24 883) Francs pour compter du 1^{er} avril 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. BATAMNAOULA Salma Katôma, ne pourra plus prétendre pour compter du 1^{er} avril 1992 aux allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés.

Arrêté n° 132/MEF/RC du 1/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ADAMOUE Assinam (née NALEON) épouse de feu ADAMOUE Kporssou, caporal 5^e échelon n° mle 0863 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 450, pourcentage 52 %) en retraite et décédé le 7 avril 1991, une pension de veuve au montant annuel de QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE HUIT (97 368) Francs pour compter du 1^{er} mai 1991.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1^{er} mai 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Agbétra, né le 26 juillet 1974
Akpanataré, née le 14 novembre 1976
Yadé, née le 18 mars 1979

Oussira, née le 23 juin 1981
Ani Kparta, née le 20 mars 1984
Assibi, née le 4 avril 1987.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs en vertu de l'article 23 paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. ASSOUMATINE Titoua, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 133/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve BATOKA Tékabéa (née BATANDEO) épouse de feu BATOKA Kodjo Minansamaté, gardien de la paix 6^e échelon (indice 470, pourcentage 33 % décédé en activité le 11 novembre 1989, une pension de veuve au montant annuel de SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE QUATRE (61 464) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1989 ; de SOIXANTE QUATRE MILLE CINQ CENT TRENTÉ SIX (64 536) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité au montant annuel de CENT SIX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUINZE (106 995) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1989 et de CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUARANTE CINQ (112 345) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de DOUZE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT DOUZE (12 292) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1989, de DOUZE MILLE NEUF CENT HUIT (12 908) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Midanga, né le 20 décembre 1972
Mikidanc, né le 1^{er} janvier 1975
Komi, né le 11 juin 1977
Tadjobéna, née le 25 août 1979
Adjoa, née le 15 février 1982
Lebem, né le 06 novembre 1983
Badjibassa, né le 07 octobre 1985.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité temporaire au montant annuel de VINGT UN MILLE QUATRE CENTS (21 400) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1989 et de VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DOUZE (22 472) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. DJMISSA Komlan Atama, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 135/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve HATE-TE Lada (née TANDARE), épouse du feu HATE-TE Adja, gendarme adjoint 2^e échelon n° mle 128 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 380, pourcentage 32 % décédé en retraite le 17 décembre 1990, une pension de veuve au montant annuel de CINQUANTE MILLE SIX CENTS (50 600) francs pour compter du 25 février 1991.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 25 février 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Assilaré, née le 31 octobre 1971
Alonime, née le 12 juillet 1972
Tchassé, né en 1973
Ama, née le 15 octobre 1973
Séla, né le 28 juin 1975
Kognime, née le 5 octobre 1975.
Kpéa, né le 11 juillet 1977
Aténa, né 24 septembre 1978
Aténime, né le 18 octobre 1978
Awotatne, née le 12 septembre 1979
Antchlome, née le 1^{er} janvier 1981
Akparó, né le 5 janvier 1982
Ataka, née le 18 juillet 1986.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe III de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins ci-dessus seront versés entre les mains de M. HATE-TE Amédé, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 136/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Une pension civile proportionnelle (pourcentage 56 %) au montant annuel de TROIS CENT DOUZE MILLE DEUX CENT TRENTÉ SIX (312 236) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ATTIWOTO Ayayi, infirmier d'élevage principal de classe exceptionnelle (indice 670), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 29 juillet 1991.

M. ATTIWOTO Ayayi pourra prétendre, pour compter du 29 juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Ayi, né le 23 septembre 1964
Dédé, née le 5 septembre 1966
Amah, né le 5 avril 1969
Kokoé, née le 2 décembre 1971
Tété, né le 8 mars 1974
Anani, né le 4 avril 1977
Kafui, née le 30 mars 1981.

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restantes dues par M. ATTIWOTO Ayayi au titre de ses services auxiliaires seront précoptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 137/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. EKOUE-TOTOU Anani, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1450, pourcentage 61 %) est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale de : SEPT CENT TRENTE SIX MILLE SOIXANTE QUATRE (736 064) Francs l'an pour compter du 1^{er} août 1992 au titre de son enfant du 5^e rang :

Adakou, née le 2 juillet 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : CENT QUARANTE SEPT MILLE DEUX CENT TREIZE (147 213) Francs pour compter du 1^{er} août 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. AKOUE-TOTOU Anani ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 5^e enfant : Adakou née le 2 juillet 1976 pour compter du 1^{er} août 1992.

Arrêté n° 139/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Sont et demeurent rapportés les arrêtés n° 509/MEF/CR du 6 septembre 1984 et n° 626/MEF/CR du 13 octobre 1987 portant respectivement concession et révision de la pension de retraite de M. TANKROUKOU Mabériba, maréchal des logis-chef 4^e échelon n° mle 199 du corps du personnel des gardiens de préfecture.

Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 68 %) au montant annuel de : QUATRE CENT TRENTE SIX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT QUATRE (436 284) Francs pour compter du 1^{er} février 1984, de : QUATRE CENT CIN-

QUANTE HUIT MILLE QUATRE VINGT SEIZE (458 096) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de : QUATRE CENT QUATRE VINGT ET UN MILLE (481 000) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. TANKROUKOU Mabériba, maréchal des logis-chef 4^e échelon n° mle 199 du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 850) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. TANKROUKOU Mabériba pour compter du 1^{er} février 1984, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Afuwavi, née le 10 août 1962
Daka, né le 31 juillet 1964
Tomnaka, née le 17 décembre 1966
Kasinya, né le 27 avril 1967.

Ce taux est porté à 20 % pour compter du 1^{er} octobre 1985 au titre de son 5^e enfant Tomkela, né le 23 septembre 1969 et à 25 % pour compter du 1^{er} janvier 1986 au titre de son 6^e enfant Ifërwa, né le 13 décembre 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à : SOIXANTE CINQ MILLE QUATRE CENT QUARANTE TROIS (65 443) Francs pour compter du 1^{er} février 1984, à : QUATRE VINGT SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE SEPT (87 257) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1985, à : CENT NEUF MILLE SOIXANTE ONZE (109 071) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1986, à CENT QUATORZE MILLE CINQ CENT VINGT QUATRE (114 524) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et à CENT VINGT MILLE DEUX CENT CINQUANTE (120 250) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

M. TANKROUKOU Mabériba pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Tomkela, né le 23 septembre 1969
Ifërwa, né le 13 décembre 1969
Kpadawa, née le 22 décembre 1969
Batitéba, né le 21 juin 1972
Kokou Nyéaba, né le 5 juillet 1972
Dathomas Kossi, né le 11 février 1973
Kadimnaka, née le 20 août 1974
Madarabou, née le 3 février 1976
Kada, née le 24 février 1977
Siba, né le 26 avril 1983.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. TANKROUKOU Mabériba ne pourra plus bénéficier des allocations familiales

au titre de ses enfants Tomkéla pour compter du 1^{er} octobre 1985 et Iférwa pour compter du 1^{er} janvier 1986.

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant les arrêtés n° 509/MEF/CR du 6 septembre 1984 et n° 626/MEF/CR du 13 octobre 1987 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 140/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve Amah kossiwa née BATABATE épouse de feu AMAH Komlan, gendarme mobile de 2^e classe 10^e échelon n°mle 1509 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 600 - pourcentage 46 %) décédé en activité le 13 juin 1990, une pension de veuve au montant annuel de CENT QUATORZE MILLE HUIT CENT QUARANTE QUATRE (114 844) Francs pour compter du 7 août 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin à chacun des enfants ci-après désignés :

Koutaobèlo, née le 16 octobre 1970
Mayébinawè, né le 02 février 1973
Koumanam, née le 11 septembre 1975
Peheza, né le 03 octobre 1979.

Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

ARTICLE.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AMAH Balom Aklam, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 142/MEF/RC du 7/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. BIRAMAH Baba-Toundé, inspecteur de jeunesse et sports de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement (indice 2800, pourcentage 60 %) une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale de UN MILLION TROIS CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SOIXANTE QUATRE (1 398 064) Francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Gordan, né le 22 novembre 1966
Liamidi, né le 27 mai 1974
Raoufou, né le 11 septembre 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENT SEPT (139 807) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. BIRAMAH Baba-Toundé ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 3^e rang) ci-dessus désignés pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Arrêté n° 143/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve SABA Akoua Akoélé née GBEMOU épouse de feu SABA Kwami Maloé Kpégbadza, médecin inspecteur 1^{er} échelon du corps du personnel de la santé (indice 2350 - pourcentage 53 %) en retraite et décédé le 30 mars 1987, une pension de veuve au montant annuel de QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE QUATRE (493 564) Francs pour compter du 1^{er} avril 1987 et de : CINQ CENT DIX HUIT MILLE DEUX CENT QUARANTE (518 240) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de : QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SEPT CENT DOUZE (98 712) Francs pour compter du 28 novembre 1989 et de : CENT TROIS MILLE SIX CENT QUARANTE HUIT (103 648) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Adjowa, née le 04 novembre 1969
Holasimé, né le 05 octobre 1979.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. SABA Koassi administrateur des biens chargé de la tutelle des orphelins.

Arrêté n° 144/MEF/RC du 1^{er}/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. YOBA K. Mewésino, adjudant-chef 3^e échelon n°mle 540 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale SIX CENT TRENTE NEUF MILLE CENT SEIZE (639 116) Francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de son 6^e enfant Essohanam, né le 3 juin 1972.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT CINQUANTE NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE VINGTS (159 780) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992.

Arrêté n° 145/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve LAWSON-HELLU Alougba Akossiwa, née DJANATO, épouse de feu LAWSON-HELLU Latévi Médjiké, gardien de la paix, 7^e échelon (indice 510 - pourcentage 57 %) décédé le 30 décembre 1983, une pension de veuve au montant annuel de CENT NEUF MILLE SEPT CENT DOUZE (109 712) Francs pour compter du 10 juin 1984, de CENT QUINZE MILLE CENT QUATRE VINGT DIX HUIT (115 980) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de CENT VINGT MILLE NEUF CENT CINQUANTE HUIT (120 958) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 10 juillet 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants).

Laté, né le 30 mars 1967
Sibi, née le 25 juillet 1967
Koffi, né le 26 juin 1970
Mama, née le 25 avril 1971
Anokogan, née le 19 juin 1973
Tévi, né le 09 février 1976
Améyo, née le 30 septembre 1978
Ablavi, née le 05 janvier 1982.

Le montant annuel de cette pension est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs par orphelin en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article. Le montant annuel de cette pension est porté à VINGT QUATRE MILLE CENT QUATRE VINGT DOUZE (24 192) Francs par orphelin pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve LAWSON-HELLU Alougba Akossiwa née DJANATO, tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 146/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve AGBO Zoungbédé (née GBEMOU) épouse de feu AGBO Kossi Gbedégbégnon, moniteur de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement, décédé en activité le 17 octobre 1987, une pension de veuve minimum (44 % du traitement afférent à l'indice 270) au montant annuel de QUARANTE SEPT MILLE SOIXANTE DIX HUIT (47 078) Francs pour compter du 12 janvier 1988 et de QUARANTE NEUF MILLE QUATRE CENT TRENTE DEUX (49 432) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une

pension temporaire d'orphelin fixé à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs pour compter du 12 janvier 1988, en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, à l'orphelin :

Eloé, né le 3 juin 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments attribués à l'orphelin sus-dénommé seront versés entre les mains de M. AGBO Komi, chargé de sa tutelle.

Arrêté n° 150/MEF/RC du 7/12/93 — Le prénom du bénéficiaire de la pension concédée suivant arrêté n° 260/MEF/CR du 17 avril 1984 est modifié comme suit :

Au lieu de :

KPODAR Amouzou-Lo, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo ;

Lire :

KPODAR Amouzou Joseph, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo ;

Arrêté n° 151/MEF/RC du 7/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. KUEVIKOE Povi Dovi, adjoint administratif principal 1^{er} échelon du corps du personnel de l'administration général (indice 900, pourcentage 61 %), est porté de 20 % à 25 % de sa pension, principale QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE HUIT (456 868) Francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de son 6^e enfant : Tchotcho née le 1^{er} septembre 1972.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUATORZE MILLE DEUX CENT DIX SEPT (14 217) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Arrêté n° 152/MEF/RC du 7/12/93 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 488/MEF/CR du 2 décembre 1983, portant concession d'une pension de retraite (pourcentage 41 % à M. TEKOGBO Mawounou, gendarme adjoint de 1^{re} classe 5^e échelon (indice 450).

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 47 %) dont 41 % imputable à la caisse de retraites du Togo est allouée à M. TEKOGBO Mawounou gendarme adjoint de 1^{re} classe 5^e échelon (indice 450) du corps du personnel de la gendarmerie nationale du Togo, admis à la retraite.

Le montant annuel de cette pension est fixé à : CENT TRENTE NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUATRE (139 264) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1983, à : CENT QUARANTE SIX MILLE DEUX CENT VINGT HUIT (148 228) Francs, pour compter du 1^{er} janvier 1987, à : CENT CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE (153 540) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et à : CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE QUATRE VINGT HUIT (189 088) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992 et payable comme suit :

— TRENTE CINQ MILLE CINQ CENT QUARANTE HUIT (35 548) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur les fonds de la C. N. S. S.

— CENT TRENTE NEUF MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUATRE (139 264) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1983, CENT QUARANTE SIX MILLE DEUX CENT VINGT HUIT (146 228) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et CENT CINQUANTE TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE (153 540) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJFPT/MEF du 09 juin 1977, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la C. N. S. S. la quote-part qui revient à cette dernière.

M. TEKO-AGBO Mawounou pourra prétendre, sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo pour compter du 1^{er} octobre 1983, sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (1^{er} au 12^e rang) ci-après désignés :

Folly, né le 18 juin 1973
Folly, né le 2 juillet 1973
Kokoè, née le 5 août 1973
Kokoè, née le 20 août 1973
Assiongan, né le 16 août 1974
Kayi, née le 14 mars 1975
Kangni, né le 15 novembre 1975
Dédévi, née le 10 juin 1976
Dédévi, née le 27 septembre 1978
Apéleté, né le 31 janvier 1979
Tchotchovi, née le 3 mars 1980
Messan, né le 3 décembre 1982.

Les sommes perçues par M. TEKO-AGBO Mawounou suivant l'arrêté n° 488/MEF/CR du 2 décembre 1983 seront déduites des arriérés à percevoir au titre du présent arrêté.

Arrêté n° 153/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve MASSASSABA Bossa née GNANDI, épouse de feu MASSASSA-

BA Koffi, soldat de 1^{re} classe 4^e échelon n° mle 4434 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 380 - pourcentage 33 %) décédé en activité le 29 décembre 1989, une pension de veuve au montant annuel de CINQUANTE DEUX MILLE CENT QUATRE VINGTS (52 180) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée au montant annuel de CENT VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (124 828) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins fixée à DIX MILLE QUATRE CENT TRENTE SIX (10 436) Francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Awoussi, née le 04 décembre 1982
Kondi, né le 30 septembre 1985
Kpanté, né le 15 septembre 1989.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité au montant annuel de VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (24 968) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. MASSASSABA Mayimbo, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 155/MEF/RC du 7/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de majoration pour enfants allouée à M. AKLASSIM Wénéga, sergent-chef, 4^e échelon n° mle 0063 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté de 10 % à 15 % de sa pension principale QUATRE CENT CINQUANTE DEUX MILLE SEPT CENT HUIT (452 708) Francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1992, au titre de son 4^e enfant Totégténa née le 16 octobre 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT SEPT (67 907) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. AKLASSIM Wénéga ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 4^e enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Arrêté n° 156/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve

MADOU Afiwavi, née MISSOH, épouse de feu MADOU Koffi, secrétaire d'administration principal 1^{er} échelon (indice 1450 - pourcentage 44 %) décédé en activité le 07 janvier 1991, une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT SOIXANTE CINQ MILLE QUATRE CENT SOIXANTE SIX (265 466) Francs pour compter du 4 septembre 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de : CINQUANTE TROIS MILLE QUATRE VINGT QUATORZE (53 094) Francs pour compter du 1^{er} février 1991 à chacun des orphelins de feu MADOU Koffi André ci-après désignés :

Komi Amavi, né le 14 décembre 1974
Yaovi, né le 12 avril 1981
Adjowavi Sélomey, née le 03 mai 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme MADOU Afiwa née MISSOH, tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe 5 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 les retenues restantes dues par M. MADOU Koffi André au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 157/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ESSI Ayaovi (née GUIDI) épouse de feu ESSI Akuété, gardien de la paix 6^e échelon (indice 470 - pourcentage 40 %) décédé en activité le 26 mars 1991, une pension de veuve au montant annuel de SOIXANTE DIX HUIT MILLE DEUX CENT VINGT SIX (78 226) Francs pour compter du 1^{er} avril 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de : VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de cinq).

Ayawavi, née le 31 mai 1977
Ayaovi, né le 16 juin 1977
Kouami, né le 11 novembre 1978
Koffi, né le 8 juin 1979
Yao, né le 11 septembre 1980
Ayawa, née le 30 octobre 1980
Biova, née le 29 avril 1985
Kokouvi, né le 23 avril 1987
Komlan, né le 27 novembre 1989.

Le montant annuel de la pension allouée à l'article 2 ci-dessus est à VINGT QUATRE MILLE (24 000) francs en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme DANSOU Rose, administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 158/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignés :

Mme veuve BADOUTCHIA Essiékou (née EDJEOU)
" BADOUTCHIA Hossimédé (née EDORH)

épouses de feu BADOUTCHIA Eyabo, adjudant 3^e échelon n° mle 662 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1050, pourcentage 55 %), décédé en activité le 3 novembre 1990, une pension de veuve au montant annuel de CENT VINGT MILLE CENT QUARANTE HUIT (120 148) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à SOIXANTE DEUX MILLE QUATRE CENT SEIZE (62 416) Francs l'an pour compter du 1^{er} décembre 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin au montant annuel de QUARANTE HUIT MILLE SOIXANTE (48 060) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq).

Edjèou, né le 27 octobre 1972
Akléso, né en 1973
Abidé E., née le 19 décembre 1974
Bouwazim T., née le 3 mai 1976
Binabélé, née le 21 mai 1976
Agouda B., né le 25 octobre 1976
Essodina T., né le 18 septembre 1977
Hèzouwè, né le 5 mars 1979
Essoyaodiwé, né le 8 mars 1979
Wiyao A., né le 12 juin 1979
Mazalo, née le 21 février 1980
Manglibè, née le 5 février 1981
Mèhèza, né le 19 février 1981
Bidenim, née le 24 juillet 1983
Mawaboyo, né le 26 octobre 1983
Fèyègbabè, née le 30 décembre 1983
Bassimassié, né le 6 avril 1985
Malanyèhèwa B., née le 3 août 1985
Manabawayi, né le 24 mars 1986
Mazama, né le 24 juin 1986

Balakibawi, né le 25 avril 1987
 Banabèndou, né le 23 février 1988
 Abalo, né le 28 mars 1989
 Kadanga T., né le 10 juin 1989.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité fixée à VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (24 968) Francs l'an pour compter du 1^{er} décembre 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. PAROUTCHIA Tchinzé, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 159/MEF/RC du 7/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo aux orphelins de feu AGBO Kouassi, moniteur de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 510 - pourcentage 31 %) décédé en activité le 16 novembre 1985, une pension temporaire d'orphelins fixée à VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1985 en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 à chacune des orphelines ci-après désignées (du 2^e au 6^e rang) :

Afi, née le 11 avril 1969
 Yawa, née le 20 mai 1971
 Massan, née le 14 février 1974
 Akouavi, née le 8 octobre 1975
 Dzigbodi, née le 9 mars 1979
 Akou, née le 21 janvier 1981.

En application des dispositions de l'article 23 paragraphe II la pension de veuve est reversée à l'ensemble des orphelines sus-dénommées.

Le montant annuel de ladite pension est fixé à CINQUANTE NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT (59 668) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1985, à SOIXANTE DEUX MILLE SIX CENT CINQUANTE DEUX (62 652) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et à SOIXANTE CINQ MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT QUATRE (65 784) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AKUETE Messan Kodjo, chargé de leur tutelle.

Par application des dispositions de l'article 3 paragraphe 4, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les retenues restant dues par M. AGBO Kouassi au titre de ses services auxiliaires seront précomptées par cinquième sur les arrérages de la présente pension.

Arrêté n° 161/MEF/RC du 14/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. SOADJEDE Apénouvon, caporal 5^e échelon, n° mle 1030 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, une majoration pour enfant au taux de 10 % de sa pension principale CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE SEPT CENT TRENTE DEUX (194 732) Francs l'an pour compter du 1^{er} décembre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 2 octobre 1970
 Amélé, née le 18 octobre 1975
 Adjéoda, né le 27 octobre 1976

Le montant annuel de cette majoration est fixé à DIX NEUF MILLE QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE (19 474) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 M. SOADJEDE Apénouvon, ne pourra plus prétendre aux allocations familiales au titre de ses enfants Amélé née le 18 octobre 1975 et Adjéoda né le 27 octobre 1976 pour compter du 1^{er} décembre 1992.

Arrêté n° 162/MEF/CR du 14/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. AKOTO Koffi, sergent, 6^e échelon, n° mle 015/M du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DOUZE (366 992) Francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 2 mars 1967
 Akuvi, née le 10 septembre 1969
 Adzo, née le 13 décembre 1971.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à TRENTE SIX MILLE SEPT CENTS (36 700) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Arrêté n° 163/MEF/CR du 14/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. ATADOUTIN Ayawovi (Sébastien) contremaître principal 2^e échelon du corps du personnel des Chemins de Fer du Togo (indice 950, pourcentage 62 % est porté de 15 % à 25 % de sa pension principale : QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX MILLE CENT CINQUANTE SIX (490 156) Francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1992 au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Angèle, née le 02 octobre 1962
 Joachim Ayaovi, né le 20 mars 1965

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : CENT VINGT DEUX MILLE CINQ CENT TRENTE NEUF (122 539) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Arrêté n° 164/MEF/CR du 14/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Veuve ALI Abina (née WADJA)
" ALI Wapou (née KPEDINE)

épouses de feu ALI Yindo, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n°mle 1561 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 420, pourcentage 47 %), décédé en activité le 28 juin 1989, une pension de veuve au montant annuel de TRENTE NEUF MILLE CENT DOUZE (39 112) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1989 et de QUARANTE UN MILLE SOIXANTE HUIT (41 068) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité viagère fixée à CINQUANTE NEUF MILLE QUATRE CENT QUARANTE QUATRE (59 444) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1989 et à SOIXANTE DEUX MILLE QUATRE CENT SEIZE (62 416) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une pension temporaire d'orphelins fixée à QUINZE MILLE SIX CENT QUARANTE QUATRE (15 644) Francs l'an pour compter du 1^{er} juillet 1989 et à SEIZE MILLE QUATRE CENT VINGT HUIT (16 428) Francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés dans la limite de cinq.

Yaba, née le 10 juillet 1973
Tchanibé, né le 9 mai 1974
Bibotilkou, né le 14 août 1976
Koyanghan, née le 31 août 1976
N'namidaa, né le 16 septembre 1978
Afiya, née le 4 juin 1982
Oukpane, né le 5 avril 1985
Issifou, né le 3 octobre 1986.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité au montant annuel de VINGT TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE SEIZE (23 776) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1989 et de VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (24 968) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. ALI Kossi, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 165/MEF/CR du 14/12/93 — En application de l'article 15 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Veuve TADONA Dèna (née KATOKA)
" TADONA Koukouboya (née BLANTARA)

épouses de feu TADONA Baboïmah N'gah, gardien de la paix (indice 430, pourcentage 25 %) décédé en activité le 28 décembre 1986 une pension de veuve minimum au montant annuel de VINGT SIX MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (26 748) Francs pour compter du 30 août 1987 et de VINGT HUIT MILLE QUATRE VINGT SIX (28 086) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT QUATRE MILLE (24 000) Francs pour compter du 7 mars 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Djamma, née en 1976
Yékima, née le 9 janvier 1979
Guyvidé, né le 13 mars 1983
Madjambah, née le 13 mars 1985
Yema, née le 1^{er} juillet 1987.

Le montant annuel de la pension allouée à l'article 2 ci-dessus est fixé en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. TAKOYA Togaba, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 166/MEF/RC du 14/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. NANGUIT Atadé, gardien de préfecture de 1^{re} classe 6^e échelon, n° mle 97023 du corps du personnel des gardiens de préfecture est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale DEUX CENT VINGT HUIT MILLE HUIT CENT CINQUANTE DEUX (228 852) Francs l'an pour compter du 1^{er} août 1992 au titre de son 5^e enfant : Nassoukou, né le 7 août 1971.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à QUARANTE CINQ MILLE SEPT CENT SOIXANTE ONZE (45 771) Francs pour compter du 1^{er} août 1992.

Arrêté n° 167/MEF/RC du 14/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du

21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. FOLLY Dosseh, préposé principal 3^e échelon, du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 630, pourcentage 60 %) est porté de 10 % à 20 % de sa pension principale de : TROIS CENT QUATORZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE QUATRE (314 564) Francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de ses enfants (du 4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Têko, né le 25 septembre 1968
Anani, né le 21 décembre 1970.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : SOIXANTE DEUX MILLE NEUF CENT DOUZE (62 912) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Arrêté n° 168/MEF/RC du 14/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la la majoration pour enfants allouée à M. VOULE-FRITITI Koffi Agbenyiga, administrateur civil de classe exceptionnelle est porté pour compter du 1^{er} novembre 1992 de 10 % à 15 % de sa pension principale de UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (1 467 968) Francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de son enfant Komi Togbui Agbogbovi né le 25 septembre 1971.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : DEUX CENT VINGT MILLE CENT QUATRE VINGT QUINZE (220 195) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Arrêté n° 170/MEF/RC du 14/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve DA-JOSSIM Nam (née N'KALEWE) épouse de feu DADJOS-SIM Lankandé Bako, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 3035 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 420, pourcentage 41 %), décédé en activité le 2 décembre 1990, une pension de veuve au montant annuel de SOIXANTE ONZE MILLE SIX CENT CINQUANTE DEUX (71 652) Francs pour compter du 30 mars 1991.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité au montant annuel de CENT VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (124 828) Francs pour compter du 30 mars 1991.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins fixée à QUATORZE MILLE TROIS CENT TRENTE UN (14 331) Francs pour compter du 30 mars 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés dans la limite de cinq.

Akpatcholo, née le 13 février 1982

Akuta, né le 29 août 1982

N'Kalèwè, née le 6 octobre 1984

Smtoutine, née le 23 mars 1985

Batichala, née le 19 juillet 1988

M'Mèliwè, née le 3 juin 1989

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité temporaire fixée au montant annuel de VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (24 968) Francs pour compter du 30 mars 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés, entre les mains de M. ADJIMBO Binda, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 171/MEF/CR du 14/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 500, pourcentage 52 %) au montant annuel de DEUX CENT SIX MILLE SOIXANTE QUATRE (206 064) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ABENA Béréké, gardien de préfecture 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 299 du corps du personnel des gardiens de préfecture pour compter du 1^{er} août 1987 au 30 novembre 1989, admis à la retraite et décédé le 14 novembre 1989.

M. ABENA Béréké pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1987 au 30 novembre 1989 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (1^{er} au 12^e rang) ci-après désignés :

Katanga, né le 20 septembre 1967

Koutchoukahalo, née le 13 novembre 1969

Hodalo, née le 24 septembre 1970

Tchala, né le 24 février 1973

Hodalo, née le 31 décembre 1973

Kouméalou, née le 29 novembre 1974

Bassibana, né le 19 juin 1975

Piyalo, née le 26 avril 1976

Toyi, né le 19 novembre 1977

Abalo, né le 20 janvier 1981

Toyi, né le 17/ décembre 1981

Essoloani, né le 12 juillet 1985.

Les arrérages de la présente pension seront versés entre les mains de M. ABENA Katanga, administrateur des biens du de cujus.

Arrêté n° 172/MEF/CR du 14/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve DOSSOU Fantessi, (née AGBEZOUHLON)
 " " DOSSOU Mawoussi, (née KPOTOGBE)

épouses de feu DOSSOU Kpadénou, agent spécialisé de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 510, pourcentage 64 %) en retraite, et décédé le 26 mars 1989 une pension de veuve au montant annuel de SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT SIX (67 906) Francs pour compter du 24 février 1991.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au :

- 24 février 1991 pour Mme veuve DOSSOU Fantessi (née AGBEZOUHLON)
- 20 mai 1991 pour Mme veuve DOSSOU Mawoussi (née KPOTOGBE)

En application de l'article 29 paragraphe II de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la même caisse à :

— Mme veuve DOSSOU Fantessi, née AGBEZOUHLON pour compter du 24 février 1991 une majoration pour enfants au montant annuel de VINGT HUIT MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT QUATORZE (28 294) Francs au titre de ses enfants ci-après désignés :

Alougba, née le 17 avril 1940
 Amouzou, né le 20 février 1943
 Gbèho, né le 11 décembre 1945
 Symphorien Messan, né le 22 août 1948
 Ferdinand Anani, né le 30 mai 1951.

— Mme veuve DOSSOU Mawoussi, née KPOTOGBE pour compter du 20 mai 1991 une majoration pour enfants au montant annuel de CINQ MILLE SIX CENT CINQUANTE NEUF (5 659) Francs au titre de son enfant : Boniface né le 12 mars 1950.

Il est alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT SEPT MILLE CENT SOIXANTE DEUX (27 162) Francs pour compter du 24 février 1991 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Anoumou, né le 5 octobre 1971^{*}
 Assion, né le 28 novembre 1975

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés

entre les mains de M. DOSSOU Kpadénou Anoumou, tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 173/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe, 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. HEKANOU Kossi Gagnon, adjudant-chef 3^e échelon n° mle 268 du corps du personnel de la gendarmerie nationale Togolaise est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale de : SIX CENT TRENTE NEUF MILLE CENT SEIZE (639 116) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1993 au titre de son 6^e enfant Abia Ségnoum née le 25 avril 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à : CENT CINQUANTE NEUF MILLE SEPT CENT SOIXANTE DIX NEUF (159 779) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1993.

Arrêté n° 174/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe, 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. AHIANLEGBEDZI Légba-Kokoè, ingénieur en chef de classe exceptionnelle du corps du personnel de la météorologie et de l'aviation civile (indice 2800, pourcentage 63 %), est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale de : UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE HUIT (1 467 968) Francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de son 5^e enfant Adzo née le 3 février 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : DEUX CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT TREIZE (293 593) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, M. AHIANLEGBEDZI Légba-Kokoè, ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 5^e enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Arrêté n° 175/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. PATADO Toï, adjudant-chef 3^e échelon n° mle 0264 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale : SIX CENT TRENTE NEUF MILLE CENT SEIZE (639 116) Francs l'an pour compter du 1^{er} décembre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Bamazi, né le 18 mai 1967
 Bitènibé, née le 11 août 1972
 Palakiyé, né le 5 octobre 1976
 Binibè, née le 29 octobre 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : QUATRE VINGT QUINZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE HUIT (95 868) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6, de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. PATADO Toi ne pourra plus prétendre aux allocations familiales au titre de ses enfants Palakiyé né le 5 octobre 1976 et Binibè née le 29 octobre 1976 pour compter du 1^{er} décembre 1992.

Arrêté n° 176/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de majoration pour enfants alloué à M. EBEZOU Makpaou Aloegnim, maréchal des logis-chef, 4^e échelon, n° mle 133 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise, est porté de 20 % à 25 % : sa pension principale de QUATRE CENT QUARANTE CINQ MILLE SIX CENT TRENTE SIX (445 636) Francs l'an pour compter du 1^{er} août 1993 au titre de son 6^e enfant Têto-Wiyao né le 27 mai 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT ONZE MILLE QUATRE CENT NEUF (111 409) Francs pour compter du 1^{er} août 1993.

Arrêté n° 177/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de majoration pour enfants alloué à M. KOUAGOU Osséta Moussaka sergent-chef, n° mle 0294 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté de 10 % à 20 % de sa pension principale de QUATRE CENT CINQUANTE DEUX MILLE SEPT CENT HUIT (452 708) Francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1992 au titre de ses enfants du (4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

N'Koua, née le 26 mars 1976
 Mouthala, né le 09 mai 1976

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE VINGT DIX MILLE CINQ CENT QUARANTE DEUX (90 542) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1992.

En application de l'article 15 paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. KOUAGOU Osséta Moussaka ne pourra prétendre au bénéfice des allocations familiales au titre

des enfants sus-dénommés pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Arrêté n° 179/MEF/CR du 27/12/93 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 045/MEF/CR du 10 février 1975 portant concession d'une pension de retraite (pourcentage 36 %) à M. ALI Issaka René, maréchal des logis-chef 3^e échelon n° mle 265 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise.

Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 60 % au montant annuel de DEUX CENT TRENTE SEPT MILLE DEUX CENT (237 200) Francs pour compter du 1^{er} juillet 1974, de DEUX CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SEPT CENT SOIXANTE SEIZE (272 776) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1975, de TROIS CENT TREIZE MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE (313 692) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1977, de TROIS CENT QUARANTE CINQ MILLE SOIXANTE Francs pour compter du 1^{er} janvier 1980, de TROIS CENT SOIXANTE DEUX MILLE TROIS DOUZE Francs, pour compter du 1^{er} janvier 1982, de TROIS CENT QUATRE VINGT MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT Francs, pour compter du 1^{er} janvier 1987 et de TROIS CENT QUATRE VINGT DIX NEUF QUATRE CENT QUARANTE HUIT Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraite du Togo à M. AGHORU Burè Ali II maréchal des logis-chef 3^e échelon n° mle 265 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGHORU Burè Ali II pour compter du 1^{er} novembre 1974, une majoration pour enfants au taux de 10 % de la pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Félicien, né le 9 août 1949
 Jacques, né le 1^{er} mai 1952
 Luc, né le 16 octobre 1954.

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1^{er} avril 1977 au titre de son 4^e enfant Cyriaque né le 16 mars 1957, à 20 % pour compter du 1^{er} octobre 1982 au titre de son 5^e enfant Justine née le 20 septembre 1962 et à 25 % pour compter du 1^{er} août 1984 au titre de son 6^e enfant Bertin né le 4 juillet 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à VINGT TROIS MILLE SEPT CENT VINGT (23 720) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1974, à VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT (27 278) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1975, à TRENTE UN MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX (31 370) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1977, à QUARANTE SEPT MILLE

CINQUANTE TROIS (47 053) Francs pour compter du 1^{er} avril 1977, à CINQUANTE UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE NEUF (51 759) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1980, à CINQUANTE QUATRE MILLE TROIS CENT QUARANTE SIX (54 346) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1982, à SOIXANTE DOUZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DEUX (72 462) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1982, à QUATRE VINGT DIX MILLE CINQ CENT SOIXANTE DIX HUIT (90 578) Francs pour compter du 1^{er} août 1984, à QUATRE VINGT QUINZE MILLE CENT SIX (95 106) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1987 et à QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE DEUX (99 862) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

M. AGHORO Burè Ali II pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1974 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfant (du 3^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Luc, né le 16 octobre 1954
 Cyriaque, né le 16 mars 1957
 Justine, née le 20 septembre 1962
 Bertin, né le 4 juillet 1964
 Didier, né le 15 mai 1971
 Christophe, né le 25 août 1972.

Les sommes perçues par l'intéressé au titre de la pension concédée suivant l'arrêté n° 045/MEF/CR du 10 février 1975 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 180/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 il est alloué à M. AKUESON Kpakpo Biova, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale (indice 1750 pourcentage 60 %) une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale : HUIT CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DOUZE (873 792) Francs l'an pour compter du 1^{er} octobre 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Adoté, né le 27 avril 1968
 Ablavi, née le 19 mai 1970
 Adoté, né le 28 août 1975

Le montant de cette majoration est fixé à QUATRE VINGT SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX NEUF (87 379) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1992

Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 6

de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1968, M. AKUESON Kpakpo Biova ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 3^e enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} octobre 1992.

Arrêté n° 181/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15 paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. LAWSON DANKU Laté, assistant de classe exceptionnelle du corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile (indice 1050 pourcentage 66 %) est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale : CINQ CENT SOIXANTE SEIZE MILLE SEPT CENT (576 700) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de son enfant Messan né le 30 octobre 1971.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : CENT QUARANTE QUATRE MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (144 176) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992.

Arrêté n° 182/MEF/CR du 27/12/93 — En application des dispositions de l'article 23 paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, la pension devant revenir aux veuves de feu BOSSOU Anatole Joseph, planton principal de classe exceptionnelle (indice 388, pourcentage 65 %) en retraite, décédé le 13 août 1989, est reversée à son orphelin mineur Edoh Sènouwogbé né le 1^{er} août 1973.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT QUATRE MILLE NEUF CENT TRENTE HUIT (104 938) Francs pour compter du 14 février 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant les émoluments attribués à l'orphelin seront versés entre les mains de Mme BOSSOU Akossiwa Anna épouse DOEVI, administratrice des biens chargée de la tutelle de l'orphelin mineur du de cujus.

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Arrêté n° 1858/CRT/DP du 13/12/93 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué pour compter du 1^{er} octobre 1993 à M. KILIFING Koutob, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1620 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfant au taux de 10 % de sa pension principale de DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs l'an au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Médomwie, née le 19 avril 1970
 Bitaghou-Tiba, né le 13 mars 1974
 Kossi, né le 18 février 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à VINGT DEUX MILLE SEPT CENT VINGT (22 720) Francs pour compter du 1^{er} octobre 1993.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. KILIFING Koutob, ne pourra plus bénéficier des allocations familiales pour compter du 1^{er} octobre 1993 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Bitaghou-Tiba, né le 13 mars 1974
 Kossi, né le 18 février 1976.

Décision n° 1859/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 75 %) au montant annuel de : SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655 344) Francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LAMBONI Djalwab, adjudant 3^e échelon n° mle 0426 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 1050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LAMBONI Djalwab, pour compter du 1^{er} décembre 1991 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 9 novembre 1971
 Yendale, née le 11 juillet 1972
 Ablavi, née le 7 août 1973
 Kanfitine, née le 23 octobre 1973
 Yobée, née le 4 novembre 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à : CENT TRENTE UN MILLE SOIXANTE NEUF (131 069) Francs pour compter du 1^{er} décembre 1991.

M. LAMBONI Djalwab pourra prétendre, pour compter du 1^{er} décembre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Laurimpo, né le 20 juin 1980
 Banléman, né le 16 octobre 1983
 Monipaque, née le 29 décembre 1985

Kinanso, née le 17 mai 1986
 Damparou, né le 7 novembre 1989

Décision n° 1860/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 420, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KATCHOM Akioum, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1628 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. KATCHOM Akioum pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Pakpadon, né le 17 novembre 1976
 Badawassou, né le 15 janvier 1979
 Pahame, née le 19 août 1981
 Abaloutou, né le 02 septembre 1983
 Bédidam, née le 22 avril 1986
 Bobotoukouwè, né le 04 décembre 1988.

Décision n° 1861/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1050 pourcentage 80 %), au montant annuel de : SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699 036) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHEY Signa Yoma, adjudant 3^e échelon n° mle 0520 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHEY Signa Yoma, pour compter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kéméalo, née le 27 mai 1968
 Bawimadom, né le 02 septembre 1970
 Essotina, née le 04 novembre 1972

Ce taux est porté à 15 % de sa pension principale au titre de

son 4^e enfant Mani né le 13 février 1976, pour compter du 1^{er} mars 1992.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE (69 904) Francs, pour compter du 1^{er} janvier 1992 et à CENT QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE SIX (104 856) Francs, pour compter du 1^{er} mars 1992.

M. TCHEY Signa Yoma pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Mani, né le 13 février 1976
Aninime, né le 22 octobre 1978
Pahazim, né le 1^{er} septembre 1984
Essoham, née le 04 janvier 1986
Naka, née le 30 novembre 1987
Nèmè, née le 30 novembre 1987

Par application des allocations de l'article 20, paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. TCHEY Signa Yoma ne pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1992 aux allocations familiales au titre de son enfant Mani né le 13 février 1976.

Décision n° 1862/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 2650 pourcentage 80 %), au montant annuel de : UN MILLION SEPT CENT SOIXANTE QUATRE MILLE DEUX CENT VINGT HUIT (1 764 228) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SOGOYOU Blêza, commandant 4^e échelon du corps du personnel des Forces Armées Togolaises admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SOGOYOU Blêza, pour compter du 1^{er} mars 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Akpen, née le 31 juillet 1965
Cossi, né le 07 juin 1966
Essiham, née le 1^{er} janvier 1968
Bilakani, née le 02 février 1970
Akili-Esso, né le 26 septembre 1973
Sama, né le 9 janvier 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUATRE CENT QUARANTE ET UN MILLE CINQUANTE SEPT (441 057) Francs, pour compter du 1^{er} mars 1992.

M. SOGOYOU Blêza pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mars 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Baouné, née le 18 août 1977
Palakiyem, né le 17 janvier 1980
Eyaba, né le 21 décembre 1984
Dokadou Gnékélé, né le 7 février 1990.

Décision n° 1863/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 420, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKPARE Koubatine, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1571 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. AKPARE Koubatine pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Atchao, né le 26 février 1973
Wodé, né le 14 juillet 1976
Atékpon, né le 6 septembre 1977
Mawuêna, né le 30 juillet 1978
Tetouwa, née le 2 janvier 1981
Katamassua, née le 04 juillet 1982
Yote, née le 02 juin 1983
Sèmpita, née le 02 juin 1984
Ankpario, née le 15 juillet 1986.

Décision n° 1864/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 480, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT CINQUANTE NEUF MILLE SIX CENT QUARANTE QUATRE (259 644) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. POTCHOLI Konga, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2054 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} décembre 1992.

M. POTCHOLI Konga pourra prétendre, pour compter du 1^{er} décembre 1992 sur justification de ses droits au bénéfice

des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Hodalo, née le 16 novembre 1977
Kossi, né le 1^{er} juin 1980
Essossimna, née le 28 juillet 1982
Malaba-Abalo, né le 29 mars 1985
Manguelowè, né le 05 mars 1992
Mèza, né le 28 octobre 1992.

Décision n° 1865/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 420, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKOSSI Yaovi, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1495 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. AKOSSI Yaovi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Abra Aboèno, née le 30 juillet 1973
Koami, né le 17 mai 1975
Kwamivi, né le 16 février 1977
Adjo, née le 24 octobre 1977
Yao, né le 25 février 1978
Amévi, née le 27 juin 1978
Komi Essèlom, né le 7 mars 1981
Agossi, née le 29 février 1984
Afi Aféfa, née le 30 mars 1984.

Décision n° 1866/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %), au montant annuel de : SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENTS (798 900) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SOHOU N'GANI Abassi, adjudant-chef 3^e échelon n° mle 0517 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SOHOU N'GANI Abassi pour comp-

ter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Essohanam, né le 25 octobre 1969
Gnimdou, né le 30 novembre 1971
Badawing Sondou E., né le 27 octobre 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessous est fixé à SOIXANTE DIX NEUF MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DIX (79 890) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992.

M. SOHOU N'GANI Abassi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Essonéani, née le 25 octobre 1976
Bozolim, né le 14 novembre 1978
Essodina, né le 26 décembre 1980
Mèhèza, née le 24 janvier 1983
Abidé, née le 4 octobre 1986
Mawabibè, né le 5 février 1987
Bidemimh, né le 5 juillet 1990.

Décision n° 1867/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %), au montant annuel de : CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565 884) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHONDA Tchaou, sergent-chef n° mle 0455 du corps des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHONDA Tchaou pour compter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Hodalo, née le 20 février 1973
Akossiwa, née le 28 janvier 1973
Atéfèi, né le 20 mai 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CINQUANTE SIX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT HUIT (56 588) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992.

M. TCHONDA Tchaou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des

allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Tchilabalo, né le 6 décembre 1977
 Bidénam, né le 7 avril 1980
 Balakiyem, né le 19 avril 1984
 Hessouwè, né le 12 septembre 1985
 Essohanam, né le 4 décembre 1986.

Décision n° 1868/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %), au montant annuel de : SEPT CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE NEUF CENTS (798 900) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NASSIKI Nouhou adjudant-chef 3^e échelon n° mle 0539 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NASSIKI Nouhou pour compter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Abiba, née le 12 septembre 1968
 Awaou, née le 22 avril 1970
 Yassimine, née le 15 septembre 1972
 Lagdaphe, né le 24 septembre 1972
 Yahatassou, née le 16 mars 1973
 Awouroufoh, né le 7 février 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE VINGT DIX NEUF SEPT CENT VINGT CINQ 199 725) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992.

M. NASSIKI Nouhou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Nadjari, né le 22 janvier 1977
 Nambiana, né le 31 juillet 1977
 Mouniratou, né le 14 novembre 1978
 Abdel Gaffar, né le 26 décembre 1979
 Ozérou, né le 2 novembre 1980
 Mouhamadou Bassirou, né le 17 février 1981
 Aïtchatou, née le 16 février 1982
 Ousmane, né le 21 février 1985.

Décision n° 1869/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 420, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à YOKOUYOU Botobekpezi, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1688 du corps des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. YOKOUYOU Botobekpezi pourra prétendre pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Piyalou, née le 27 mars 1975
 Kéméyalou, née le 31 octobre 1978
 Mani, né le 15 avril 1981
 Essozimna, né le 14 février 1984
 Essohanam, née le 10 mars 1987
 Kadanga, né le 6 mars 1990.

Décision n° 1870/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %), au montant annuel de : SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699 036) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHAKPI Alou Bagoubadé, adjudant 3^e échelon n° mle 0409 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHAKPI Alou Bagoubadé, pour compter du 1^{er} juin 1991 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Basimna, né le 25 octobre 1969
 Péssioufèi, né le 29 janvier 1972
 Hodabalo Bézèbè, né le 28 avril 1972
 Hodalo, née le 15 mai 1972
 Bawouabadi, née le 18 octobre 1973
 Essam, née le 8 décembre 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SEPT CENT CINQUANTE NEUF (174 759) Francs pour compter du 1^{er} juin 1991.

M. TCHAKPI Alou Bagoubadé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Tomé, né en 1974
Essossinam, né le 30 août 1975
Balakimwé, né le 24 mai 1977
Wiyaou, né en 1979
Magilizwè, née le 11 mai 1980
Abidé, née le 30 janvier 1983.

Décision n° 1871/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 420, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT VINGT SEPT MILLE CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 196) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KABOUA Kossi, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1627 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. KABOUA Kossi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Afégnidou, née le 25 mai 1980
Essohanam, né le 3 septembre 1982
Pidénam, née le 24 février 1984
Madahèwa, née le 3 octobre 1985
Somiè-Abalo, né le 20 septembre 1987.

Décision n° 1872/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %), au montant annuel de : CINQ CENT SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (565 884) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. LEMOU Pidènlèbini, sergent-chef 4^e échelon n° mle 0394 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1991.

M. LEMOU Pidènlèbini pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Manzamasso, né le 14 juin 1970
Hodalou, née le 15 juin 1972

Koudjoukalo, née le 26 décembre 1976
Manibida, né le 22 août 1979
Essohona, né le 08 octobre 1981
Tcha, né le 09 février 1984
Assima, né le 25 février 1988.

Décision n° 1919/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 450, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT QUARANTE TROIS MILLE QUATRE CENT VINGT (243 420) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJISSENOU Komlan Messan, gendarme adjoint 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 817 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. DJISSENOU Komlan Messan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Yawo, né le 2 août 1976
Koffi Lolonyo, né le 6 octobre 1976
Adzo Akofa née le 9 janvier 1978
Abla Sesime, née le 27 juin 1978
Adjo Elemawusi, né le 23 mars 1981
Wotsa, née le 27 mars 1983
Akouvi Etonam, née le 31 août 1983
Yawo Edoh, né le 5 juin 1986

Décision n° 1920/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 450, pourcentage 65 %), au montant annuel de : DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE (227 197) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. FOUEBEME Mardja, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1703 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1991.

M. FOUEBEME Mardja pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Yempane, née le 10 janvier 1977
Kiyèbe, née le 30 août 1984

Yandoubé, né le 21 novembre 1986

Mapoua, né le 10 mars 1988

Baldja, né le 10 mars 1989

et, pour compter du 1^{er} novembre 1991, au titre de son 6^e enfant : Baryom, née le 26 octobre 1991.

Décision n° 1921/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 575, pourcentage 65 %), au montant annuel de : TROIS CENT ONZE MILLE VINGT HUIT (311 028) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KAMDE Kpatcha, caporal-chef de 5^e échelon n° mle 1622 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. KAMDE Kpatcha pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Essossimna, né le 5 juillet 1976

Badatouwè, née le 4 octobre 1978

Aklesso, né le 2 juillet 1984

Abalo, né le 20 juin 1985

Mouzou, né le 28 juin 1988.

Décision n° 1922/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 53,75 %), au montant annuel de : DEUX CENT UN MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT HUIT (201 288) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NAIGLO-ADABRA Kodjo Assi, gendarme adjoint de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 974 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 450), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

M. NAIGLO-ADABRA Kodjo Assi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Edem, né le 15 août 1980

Séna, né le 24 mai 1982

Biova, née le 17 juin 1985

Elolo, né le 23 avril 1986

Ameyo Selom, née le 23 janvier 1988

Marie Enyonam, née le 28 octobre 1991.

Décision n° 1923/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %), au montant annuel de : SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTÉ SIX (699 036) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. FASSINOU Yao Vygnon, adjudant 3^e échelon n° mle 0463 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. FASSINOU Yao Vygnon, pour compter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Afiavi Sessimé, née le 17 janvier 1972

Koffi Amégninou, né le 11 février 1972

Adjowa Dzigbodè, née le 21 avril 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE (69.904) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992.

M. FASSINOU Yao Vygnon pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Yaovee Semeho, né le 30 mars 1978

Akuélé, née le 2 septembre 1979

Akuété, né le 2 septembre 1979

Kokou Faadzy Peho, né le 31 décembre 1980.

Décision n° 1924/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (pourcentage 80 %, indice 1050), au montant annuel de : SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTÉ SIX (699 036) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GNASSINGBE Amah Toï, adjudant 3^e échelon n° mle 0496 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GNASSINGBE Amah Toï pour compter du 1^{er} mars 1992 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Soliguè, né le 13 août 1971

Palakimwé, né le 7 décembre 1973

Hodabalo Pawoumondou, né le 19 février 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE (69 904) Francs pour compter du 1^{er} mars 1992/

M. GNASSINGBÉ Amah Toï pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Soliguè, né le 13 août 1971.
Palakimwé, né le 7 décembre 1973
Hodabalo Pawoumondou, né le 19 février 1976
Pessetokem, née le 10 décembre 1976
Afoua, née le 24 août 1979
Abidé Piniwè, née le 31 mars 1983
Pyabalo Alowou-Egnim, né le 7 janvier 1986.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe 6 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. GNASSINGBÉ Amah Toï ne pourra plus prétendre pour compter du 1^{er} mars 1992 aux allocations familiales au titre de ses enfants :

Soliguè, né le 13 août 1971
Palakimwé, né le 7 décembre 1973
Hodabalo Pawoumondou, né le 19 février 1976.

Décision n° 1925/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %), au montant annuel de : SIX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE TRENTE SIX (699 036) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHAKPELE Ayou Sonnon, adjudant 3^e échelon n° mle 0524 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1992.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHAKPELE Ayou Sonnon pour compter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Akli-Esso, né le 25 juillet 1971
Aman-Eya, née le 30 juin 1973
Méwinani, née le 19 septembre 1974
Atoum, né le 3 juillet 1975

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE SIX (104 856) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1992.

M. TCHAKPELE Ayou Sonnon pourra prétendre, pour

compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Panamlé, né le 4 janvier 1977
Magu-Muna, née le 30 juin 1978
Médéké, né le 25 mars 1979
Mawai-Féi, né le 14 février 1982
Mèhèza, née le 25 juin 1983
N° Danadjé, né le 6 mars 1987.

Décision n° 1926/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 575, pourcentage 65 %), au montant annuel de : TROIS CENT ONZE MILLE VINGT HUIT (311 028) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NATABI Siaka, caporal-chef de 5^e échelon n° mle 1713 du corps des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1991.

M. NATABI Siaka pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Alassani, né le 12 avril 1978
Fousséni, né le 12 avril 1978
Machaoudou, né le 19 novembre 1979
Zoukalèni, né le 05 septembre 1982
Sélifatou, née le 30 janvier 1987
Fousséna, née le 04 avril 1988.

Décision n° 1927/CRT/DP du 13/12/93 — Une pension civile d'ancienneté (indice 900, pourcentage 75 %), au montant annuel de : CINQ CENT SOIXANTE ET UN MILLE SEPT CENT TRENTE DEUX (561 732) Francs, est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AILA Olabissi Kodjo, instituteur adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1991.

M. AILA Olabissi Kodjo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 3^e rang) ci-après désignés :

Sourou Babalola, né le 3 décembre 1961
Babatoundé, né le 8 septembre 1977
Kadzogbé Yawa, née le 22 mars 1979

Par application des dispositions de l'article 67 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 les retenues restant dues par M. AILA Olabissi Kodjo au titre de la validation des services auxiliaires et stagiaires seront précomptés sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 183/MEF/CR du 27/12/93 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à : Mme veuve KALAO Akossiwa née DEGUE, épouse de feu KALAO Dao, maréchal des logis 5^e échelon n° mle 750 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise décédé en activité le 05 février 1987 (indice 650 pourcentage 44 %) une pension de veuve au montant annuel de CENT TREIZE MILLE TROIS CENT TREIZE SIX (113 336) Francs pour compter du 1^{er} mars 1987 et de CENT DIX NEUF MILLE QUATRE (119 004), Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à CENT DIX HUIT MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT QUATRE (118 884) Francs pour compter du 1^{er} mars 1987 et à CENT VINGT QUATRE MILLE HUIT CENT VINGT HUIT (124 828) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT DEUX MILLE SIX CENT SOIXANTE HUIT (22 668) Francs pour compter du 1^{er} mars 1987 et de VINGT TROIS MILLE HUIT CENTS (23 800) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Piabalo, né le 03 septembre 1973
 Badawounam, née le 26 septembre 1976
 Banam-Néwé, née le 20 octobre 1978
 Bindounawu, né le 03 janvier 1979
 Mawubè, né le 14 septembre 1979
 Gnazwè, né le 20 juillet 1980
 Maneyassouwé, né le 16 août 1982
 Lélenguilam, né le 12 octobre 1982
 Bawoumondou, né le 23 novembre 1982
 Zozobendou, né le 20 janvier 1983
 Malankiyè-Héwa, né le 17 février 1983
 Matanani, née le 14 juin 1985
 Gnonyadu, né le 10 août 1985
 Essohouna, né le 29 novembre 1985
 Magiliwè, né le 13 juillet 1986.

Cette pension est augmentée d'une rente temporaire d'invalidité fixée à VINGT TROIS MILLE SEPT CENT SOIXANTE SEIZE (23 776) Francs pour compter du 1^{er} mars 1987 et de VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE QUATRE (24 964) Francs pour compter du 1^{er} janvier 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés

entre les mains de Mme DEGUE Akossiwa, chargée de leur titelle.

Décision n° 184/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. FIKOU Tamatcho, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 0920 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises est porté de 10 % à 15 % de sa pension principale CENT QUATRE VINGT UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE DEUX (181 752) Francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1992 au titre de son enfant (du 4^e rang).

Komlan, né le 17 août 1976

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : VINGT SEPT MILLE DEUX CENT SOIXANTE TROIS (27 263) Francs pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, M. FIKOU Tamatcho ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de l'enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} novembre 1992.

Arrêté n° 185/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à M. AFATE Nagbaré, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 1166 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale CENT QUATRE VINGT UN MILLE SEPT CENT QUARANTE HUIT (181 748) Francs l'an pour compter du 1^{er} mai 1992 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

N'Sarhama, né le 15 février 1972
 Matassipouwui, née le 20 octobre 1972
 N'Gbétina Liguédé, né le 23 décembre 1975.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE QUINZE (18 175) Francs pour compter du 1^{er} mai 1992.

Par application de l'article 15, paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 M. AFATE Nagbaré ne pourra plus prétendre pour compter du 1^{er} mai 1992 aux allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Matassipouwui, née le 20 octobre 1972
 N'Gbétina Liguédé, né le 23 décembre 1975.

Décision n° 186/MEF/CR du 27/12/93 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi

n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de majoration pour enfants alloué à M. TCHISSI Tchaou, adjudant, 3^e échelon n° mle 539 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale CINQ CENT CINQUANTE NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (559 224) Francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1992 au titre de son 6^e enfant Atchambo né le 8 février 1976.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTE NEUF MILLE HUIT CENT SIX (139 806) Francs pour compter du 1^{er} septembre 1992.

Par application de l'article 15, paragraphe 6 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 M. TCHISSI Tchaou ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 6^e enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} septembre 1992.

Décision n° 187/MEF/CR du 27/12/93 — M. ADAMOU Kario, caporal-chef 5^e échelon n° mle 1235 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises en retraite pourra prétendre, pour compter du 30 octobre 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Akowavi, née le 19 septembre 1990

Mana, née le 1^{er} octobre 1990.

Décision n° 188/CRT/DP du 27/12/93 — Une pension civile d'ancienneté (pourcentage 69 %), au montant annuel de : CINQ CENT QUARANTE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SEIZE (545 496) Francs est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ALOU Tétouyo, adjoint administratif principal de 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 950), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1991.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites au Togo à M. ALOU Tétouyo pour compter du 1^{er} avril 1991, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Balé, né en 1956

Yawa, née en 1959

Essodina, né en 1960

Essodon, né en 1961

Mamayou, née en 1965

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé

à CENT NEUF MILLE QUATRE VINGT DIX NEUF (109 099) Francs pour compter du 1^{er} avril 1991.

M. ALOU Tétouyo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1991 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Mazalou, née le 18 mai 1978

Kokou, né le 17 juin 1981

Hodalou, née le 14 octobre 1985

Méyébinesso, née le 27 avril 1990.

Rôles

Décision n° 175/DGI du 9/12/93 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes des impôts du deuxième trimestre exercice 1993 ci-dessous :

Budget général

36 Sokodé	IRTR	2 086 642	2 086 642
			2 086 642

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 176/DGI du 9/12/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

87 Lomé	IMF - I S	5 961 300	
	IS	3 278 800	
	FNI	2 319 859	
88 Lomé	IMF - IRPP	4 292 180	
	IRPP	2 111 240	
	ISN	1 060 438	
88 Lomé	TC - IR	532 680	
	FNI	776 250	20 332 747

Budget Communal

TC - IR	43 500	43 500
---------------	--------	--------

20 376 247

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de VINGT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE SEIZE MILLE DEUX CENT QUARANTE SEPT FRANCS est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 177/DGI du 9/12/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

11 Klouto	IRTR	1 886 465	1 886 465
			1 886 465

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 178/DGI du 9/12/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

89 Lomé	IS	217 805 028	
	IMF - IS	260 337 720	
	FNI	140 728 879	618 871 627
			618 871 627

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de SIX CENT DIX HUIT MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ONZE MILLE SIX CENT VINGT SEPT Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 179/DGI du 9/12/93 — Est approuvé et rendu exécutoire les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

92 Lomé	IMF - IRPP	555 420	
	IMF - IS	231 167 265	
	IS	99 758 931	
	IRPP	158 449	
	TSVPS	50 000	
	ISN	87 589	
	FNI	128 395 373	
	TC - IR	43 360	460 216 387

Budget Communal

92 Lomé	TC - IR	6 000	6 000
			460 222 387

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de QUATRE CENT SOIXANTE MILLIONS

DEUX CENT VINGT DEUX MILLE TROIS CENT QUARRE VINGT SEPT Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Rôles

Décision n° 180/DGI du 9/12/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

96 Lomé	IMF - IS	4 166 880	
	IS	5 091 200	
	FNI	2 561 160	
97 Lomé	IMF - IS	43 500	
	IS	596 000	
	FNI	92 435	
98 Lomé	TP	1 954 432	14 505 607

Budget Communal

98 Lomé	TP	2 931 647	2 931 647
---------	----	-----------	-----------

Direction Générale des Impôts

98 Lomé	TP	977 216	977 216
			18 414 470

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DIX HUIT MILLIONS QUATRE CENT QUATORZE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 181/DGI du 14/12/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

26 Sokodé	TP	257 254	
27 Bassar	TP	120 725	
28 Assoli	TP	16 336	
29 Bassar	TP	97 400	491 715

Budget Communal

26 Sokodé	TP	385 882	
27 Bassar	TP	181 088	566 970

Budget Préfectoral

28 Assoli	TP	24 504	
29 Bassar	TP	146 100	170 604

Direction Générale des Impôts

26 Sokodé	TP	128 628	
27 Bassar	TP	60 363	
28 Assoli	TP	8 168	
29 Bassar	TP	48 700	245 859

475 148

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE QUINZE MILLE CENT QUARANTE HUIT Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 182/DGI du 14/12/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

34 Sokodé	IMF - IRPP.....	1 173 200	
	IRPP.....	200	
	FNI.....	293 300	
	ISN.....	44 490	
	TC - IR.....	180 000	
	TP	118 000	
35 Assoli	IRPP	800	
	TC - IR	36 000	1 845 990

Budget Communal

32 Sokodé	TC - IR.....	60 000	
	TP	177 000	237 000

Budget Préfectoral

35 Assoli	TC - IR.....	12 000	12 000
-----------	--------------	--------	--------

Direction Générale des Impôts

TP	59 000	59 000
----------	--------	--------

2 153 990

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de DEUX MILLIONS CENT CINQUANTE

TROIS MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 183/DGI du 9/12/93 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

29 Tabligbo	TF / PB	841 660	
30 Vo	TF / PB	968 792	1 810 452

Budget Communal

29 Tabligbo	TF / PB	1 262 490	1 262 490
-------------	---------------	-----------	-----------

Budget Préfectoral

30 Vo	TF / PB	1 453 187	1 453 187
-------	---------------	-----------	-----------

Direction Générale des Impôts

29 Tabligbo	TF / PB	420 830	
30 Vo	TF / PB	484 396	905 226

5 431 355

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de CINQ MILLIONS QUATRE CENT TRENTE UN MILLE TROIS CENT CINQUANTE CINQ Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 184/DGI du 14/12/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des impôts, exercice 1993 ci-dessous :

Budget général

25 Yoto	TP	153 879	
	TSFCB.....	101 667	
26 Yoto	TF	7 150	
27 Vo	TP	46 527	
	TSFCB.....	118 333	427 556

Budget Préfectoral

25 Yoto	TP	230 818	
	TSFCB.....	152 500	

26 Yoto	TF	10 725	
27 Vo	TP	69 791	641 334
	TSFCB.....		

**Direction Générale
des Impôts**

		177 500	
25 Yoto	TP	76 939	
	TSFCB.....	50 833	
26 Yoto	TF	3 575	
27 Vo	TP	23 264	
	TSFCB.....	59 167	213 778

1 282 668

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 185/DGI du 14/12/93 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes des impôts, exercice 1993 ci-dessous :

Budget général

23 Yoto	IRPP.....	3 220	
	TS.....	14 568	
	IRTR.....	1 368 730	
24 Vo	ISN.....	191 656	
	IRPP	688 540	
	ISN.....	401 154	
	IRTR.....	45 500	2 713 368

Budget Préfectoral

23 Yoto	TCS.....	33 525	
	TC - IR	31 000	
24 Vo	TCS	47 182	111 707

**Compte hors Budget
410 -100**

23 Yoto	Pénalités.....	30 216	
24 Vo	Pénalités	11 315	41 531

2 866 606

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.

Décision n° 186/DGI du 14/12/93 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle de l'exercice 1993 ci-après :

Budget général

28 Vo	TF	2 031 000	2 031 000
-------	----------	-----------	-----------

Budget Préfectoral

28 Vo	TF	3 046 500	3 046 500
-------	----------	-----------	-----------

**Direction Générale des
Impôts**

28 Vo	TF	1 015 500	1 015 500
-------	----------	-----------	-----------

6 093 000

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de SIX MILLIONS QUATRE VINGT TREIZE MILLE Francs est fixée au 22 novembre 1993.

La présente décision prend effet à compter de la date de sa signature.